

AGORA

REVUE LIBERTAIRE BIMESTRIELLE • N° 7 • OCTOBRE-NOVEMBRE 81 • 10 F.



**ANTI
MILITARISME :**

**LES
MAUVAIS
JOURS
FINIRONT**

○ travailleurs intérimaires
bookchin : écologie et liberté !
○ anarchisme au sénégal

N° 7

AUTOMNE 81

« AGORA »

revue d'informations
libertaires internationales

Éditée par: « Pensée et Action ».
Périodicité: bimestrielle.
Directeur de publication: Solon Amoros.
Dépôt légal: 3^e trimestre 1981.
Commission paritaire: n° 62.601.
I.S.S.N.: n° 0245-3630.
Imprimerie: « Sacco », 44 chemin de Catala, 31100 Toulouse.
Tél: 49-32-01.

Équipe de rédaction: Claude Ariso, Juanito Marcos, Michel Auvray, Tony Alvarez, Solon Amoros, Violette Marcos.

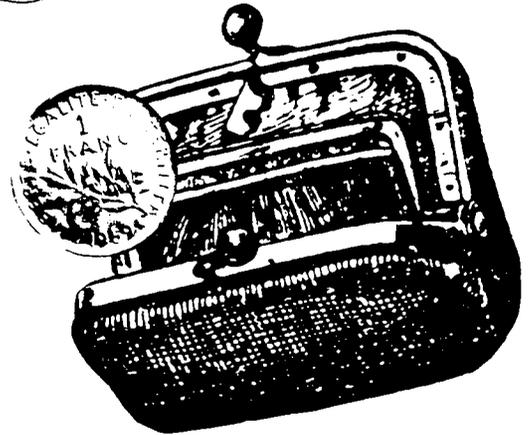
Rédaction et Administration:
« AGORA »
B.P. 1214
31037-Toulouse-cédex.

Prix du numéro: 10 Frs.
Abonnement: 5 numéros - 45 Frs.
Abonnement de soutien: 100 Frs ou plus.
Diffusion militante:
- 5 exemplaires: 45 Frs.
- 10 exemplaires: 90 Frs.
Pour tout versement:
libellé à l'ordre de Claude Ariso.
CCP n° 3-286-90-N, Toulouse.

Ont été mis à contribution pour ce numéro: Claude Ariso, Claude Nepper, Camillo Levi, Juanito Marcos, Julie Desgranges, Julien Dreux, Michel Auvray, Miguel Linares, Murray Bookchin, Paolo Finzi, Paul Astin, P.P. Goegan, Solon Amoros, Tony Alvarez, Violette Marcos, « Le Catalogue des ressources », « Rivista Anarchica », les copains et copines de l'atelier de façonnage MDP et de l'imprimerie Sacco.



CE N'EST PAS
PARCE QU'ON EST
LIBERTAIRES
QU'ON N'A PAS
DE FRAIS...
ABONNEZ-VOUS
A « AGORA »!



BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom

Prénom

Adresse

.....

.....

Abonnements:
5 numéros - 45 Frs. A retourner à « Agora »:
soutien: 100 Frs et plus. B.P. 1214
Diffusion militante: 31037-Toulouse-cédex.
5 exemplaires - 45 Frs. Chèques à l'ordre de
10 exemplaires - 90 Frs. Claude ARISO.

C'EST PAS DE BOL!

● Nous sommes au regret de devoir annoncer aux collectionneurs et aux retardataires que les quatre premiers numéros d'« Agora » sont complètement épuisés.

Méfiez-vous des spéculateurs aux aguets en ces temps difficiles ainsi que des faux ou copies non-conformes.

VOS LISTES D'ADRESSES PEUVENT NOUS ETRE UTILES

● Vous connaissez sûrement des personnes autour de vous qui ignorent l'existence d'« Agora » et qui seraient pourtant susceptibles de s'y abonner. Faites-nous parvenir leur adresse. Nous leur enverrons un exemplaire de la revue...

DES POINTS DE VENTE POUR « AGORA »

Si vous connaissez des librairies ou kiosques susceptibles de prendre « Agora » en dépôt, faites-nous parvenir leur adresse, ou mieux encore, assurez-en vous même le dépôt. Vous n'êtes pas sans ignorer les difficultés rencontrées pour se faire payer par certaines librairies. C'est pourquoi nous préfererions de loin la seconde solution...

dans ce numéro



EN MARGE

- 4 ● Antimilitarisme.
- 8 ● Intérim: La classe ouvrière «bis».

SANS FRONTIÈRES

- 11 ● Yougoslavie: Emeutes à Kosovo.
- 12 ● Sénégal: Naissance d'un anarchisme.
- 14 ● Censure.
- 15 ● Espagne: Tierra y Libertad.
- 18 ● Belgique: Remous nazis.

KIOSQUES

- 20 ● Il pleut des livres.

TATIE CRONSTADT

- 24 ● Raconte-moi la presse.

REPERES

- 25 ● Murray Bookchin: Ecologie et liberté.
- 26 ● ... Reconstruire une présence libertaire.
- 29 ● Autoportrait.
- 31 ● Les «écotechnocrates».

NOTRE MEMOIRE

- 35 ● Emma la Rouge.

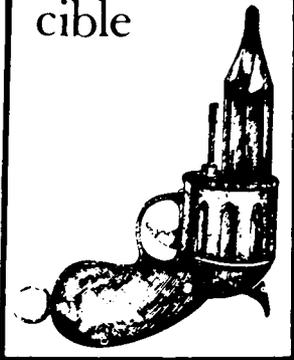
ARGUMENTS

- 39 ● Nous ne chanterons pas avec des muselières.
- 41 ● En bref.
- 42 ● La ville te parle.



agora, la force pépère

cible



● **Premier miracle:** à Agora, ils vous attendaient une dizaine à leur réunion de juin sur le passé et l'avenir de la revue; vous êtes venus à cinquante. Ambiance non-sectaire garantie, belles diapos, tout de piste et applaudissements. Merci pour la tendresse.

● **Deuxième miracle:** du coup, de trimestriel ils passent à bimestriel. Et comme il faut se ménager, ils réduisent la revue de quelques pages sans en baisser le prix (sale coup pour le gouvernement!). L'an prochain, si vous êtes bien sages, Agora sera mensuel. Vous vous rendez compte ?

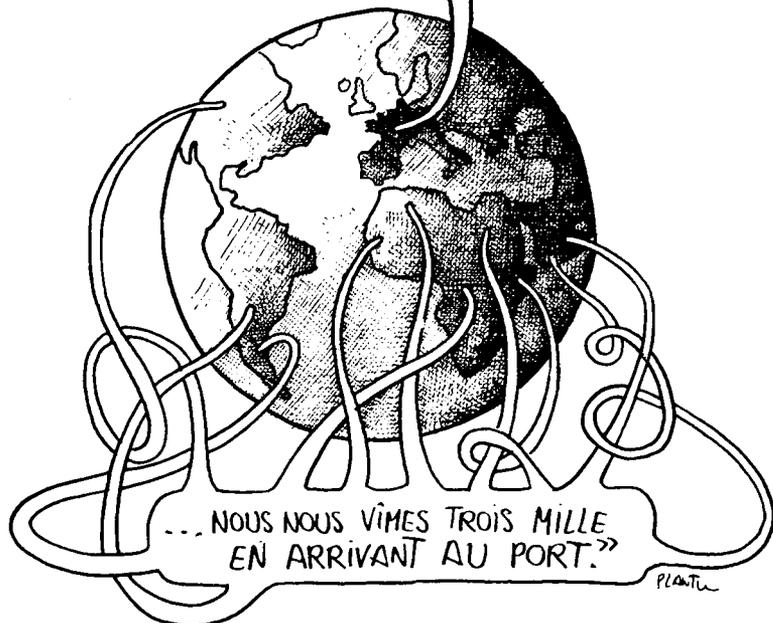
● **Troisième miracle:** accélérer le rythme de parution, ça coûte des sous. Ah bon ? Côté ventes, diffusion, abonnements, c'est pas encore tout à fait ça. Pour être vraiment à l'aise, il faudrait, tout simplement, que chacun s'abonne, ou trouve un autre abonné, ou une librairie nouvelle, ou du fric, ou ... Enfin, quoi, faites quelque chose, bon sang !

● **Quatrième miracle:** dans l'équipe de rédaction le fond de l'air est doux et les projets ne manquent pas. Par exemple, ils ont prévu pour cette année la création d'une maison d'édition. Rien que ça ? Méfiance, comme je leur dis souvent, à grandir ainsi, ils vont finir par vous nationaliser !

● **Cinquième et dernier miracle:** tour de force par les temps présents, personne à Agora n'a pris la carte du PS. Et, encore plus fort, le lendemain, pas malades. Sauf le directeur de publication qui entend de moins en moins de son oreille droite. Il s'en fout: y'a que des conneries qui viennent de ce côté. ■

Le concierge d'Agora.

NOUS PARTÎMES CINQ CENTS
MAIS PAR UN PROMPT RENFORT...



PLANTU

EN MARGE



Où en était le mouvement antimilitariste, en France, à l'aube des années 80? Quelle est son actualité? Et, surtout, quel est son devenir au lendemain de la victoire électorale de la gauche? Telles sont les questions posées à Michel Auvray, militant antimilitariste (un des fondateurs des Comités Lutte des Objecteurs) qui finit de rédiger un livre consacré à l'histoire des réfractaires en France.

ANTI MILITA RISME



■ Agora: En mai et juin, l'arrivée de la gauche au pouvoir a, en France, suscité bien des enthousiasmes. Aujourd'hui, beaucoup commencent à déchanter. C'est le cas, par exemple, des antinucléaires. Qu'en est-il pour les antimilitaristes?

□ Michel: Avant de parler des «illusions perdues», il faudrait, me semble-t-il, rappeler où en était le mouvement antimilitariste avant mai 81. Car de mouvement structuré et organisé, il n'y en avait guère. Certes, il existait une multitude de petits groupes, d'existence souvent éphémère, et néanmoins fort actifs par moments. Mais il n'y avait ni organisation antimilitariste, ni campagne antimilitariste de grande ampleur.

Les luttes antimilitaristes étaient, de fait, essentiellement liées au service national: soutien aux comités de soldats, d'une part,

Service militaire ?
Non, merci !



surtout animé par des léninistes qui avaient repris à leur compte les options du Parti Communiste des années 20; soutien aux objecteurs, insoumis et renvoyeurs de livrets en butte à la répression d'autre part, où se retrouvaient pacifistes, non-violents et nombre de militants libertaires.

■ Agora: Quelles actions menaient alors ces militants ?

□ Michel: Le «soutien total aux comités de soldats», un temps prôné par l'extrême-gauche, s'était soldé par un échec, les organisations de gauche ne prenant guère le relais. Plus encore, le renoncement au caractère antimilitariste de la lutte — qui visait à rassurer les formations réformistes —, avait abouti à priver les appelés de la solidarité qu'ils avaient pu rencontrer dans la jeunesse.

Les Comités de Lutte des Objecteurs qui, plusieurs années durant, avaient constitué une force particulièrement dynamique, avaient disparu pour céder la place à de multiples groupes non coordonnés qui ne parvenaient guère à dépasser une pratique localiste, au cas par cas. Par centaines, les procès s'abattaient sur les objecteurs et les renvoyeurs, sans que puisse être menée une réelle riposte d'ampleur nationale.

■ Agora: Quel bilan fais-tu de l'antimilitarisme à la veille des élections ?

□ Michel: Il n'y avait guère de lutte antimilitariste proprement dite. Depuis les années 60, à l'exception du mouvement contre l'armement atomique, il n'y a eu, à mon sens, que deux campagnes spécifiquement antimilitaristes: la popularisation de la résistance à l'extension du camp du Larzac, vers laquelle convergeaient nombre d'aspirations très diverses, mais qui a permis de concrétiser, des

années durant, le refus du militarisme. La lutte contre les tribunaux militaires, ensuite, menée autour des objecteurs, puis des insoumis, mais qui n'est pourtant jamais parvenue à sensibiliser la population au danger que faisait courir aux travailleurs ces tribunaux compétents pour les juger en temps de crise.

Militarisation du territoire, expérimentation de matériels militaires, entraînement à la guerre civile, d'un côté; tribunaux d'exception, sort réservé aux réfractaires, militarisation des travailleurs de l'autre, ces deux luttes me semblent avoir mis à nu bien des aspects du phénomène militaire, et c'est ce qui explique sans doute leur succès relatif.

Acculés à la défensive, les militants antimilitaristes essayaient, malgré tout, de mettre à profit les nombreux procès pour populariser leurs idées. L'existence du service national, et la répression qui lui était liée, déterminaient, à vrai dire, le type d'actions des groupes et leur composition: En majorité jeunes et de sexe masculin, les membres de ces comités menaient action spectaculaire sur action spectaculaire, afin que la presse se fasse l'écho de leurs déboires. La dénonciation de l'armée était donc étroitement liée à la répression militaire.

■ Agora: L'antimilitarisme s'exprimait donc sous la forme d'un mouvement de résistance. Quels étaient les fronts de lutte ?

□ Michel: Les objecteurs, d'abord, dont plusieurs milliers étaient insoumis au service civil. Le manque de perspectives, leurs divergences sur le service civil, la répression dont ils étaient l'objet avaient épuisé leur mouvement.

■ Agora: Quelle était la sensibilité politique prépondérante chez les objecteurs ?

□ Michel: Une sensibilité antimilitariste, opposée à tout service. Souvent libertaires, à tout le moins anti-autoritaires, ce sont eux qui, pratiquement depuis 1968, sont les plus dynamiques des objecteurs.

■ Agora: Tu as parlé des objecteurs. Quels étaient les autres fronts de lutte ?

□ Michel: Le renvoi de papiers militaires, cette objection à l'armée de réserve, s'était développé, depuis 1973, en liaison avec la lutte du Larzac. Mais aussi, c'est autour de l'objection collective, des «OP 20», qui faisaient une demande stéréotypée, qu'était, ces dernières années, menée la lutte la plus dynamique. Acculés malgré eux à l'insoumission, privés de perspectives, les objecteurs «collectifs» avaient pourtant vu depuis quelques mois leurs rangs se clairsemers peu à peu.

Les insoumis dits «totaux» qui, pour leur part, n'avaient pas voulu ou pas pu se voir accorder le statut d'objecteur, étaient, à nouveau, en butte à la rigueur de la répression (15, 18 mois, voire deux années d'emprisonnement ferme). Quelques groupes affinitaires se constituaient pour populariser le cas de tel ou tel d'entre eux, mais ils étaient de plus en plus isolés, et fort peu coordonnés, à l'exception de ceux qui se retrouvaient autour du périodique «Avis de Recherche».

ANTIMILITARISME OU RESISTANCE A LA MILITARISATION ?

■ Agora: Tu as évoqué, à plusieurs reprises, le manque de perspectives. Qu'entends-tu par là ?

EN MARGE

□ Michel: Dans le cas des insoumis « totaux » qui, depuis la fin de la campagne « Insoumission Collective Internationale » — elle visait à l'abolition des tribunaux militaires —, il n'y avait pas d'autre objectif commun que la suppression de la conscription, la chose me paraît claire.

La lutte des objecteurs « OP 20 » n'avait plus aucun débouché juridique et nombre d'entre eux se retrouvaient dans une situation d'insoumission « totale » sans l'avoir voulu. L'intransigeance du pouvoir giscardien réduisait à néant les raisons de lutter des objecteurs réformistes et dès lors ils ne pouvaient obtenir une amélioration de leurs conditions de service ou une libéralisation de la loi.

Parallèlement, les objecteurs antimilitaristes continuaient à dénoncer l'embrigadement de la jeunesse comme le service civique, les ventes d'armes comme l'armement nucléaire. Mais impuissants à créer un vaste mouvement d'opinion, incapables de s'assurer des alliances indispensables, ils étaient, de fait, victimes du reflux qui affectait tous les mouvements sociaux. Ils ne pouvaient que résister.

■ Agora: Le mouvement était donc le dos au mur?

□ Michel: Oui. Épuisés et lassés par la répression qui, se généralisant, se « banalisait », les

militants ne pouvaient plus, en outre, compter sur le soutien, au moins formel, de la gauche. S'approchant du pouvoir, elle avait un tel souci de « sérieux » qu'elle en avait pratiquement abandonné les appelés en butte à la répression. Les antimilitaristes étaient à ce point sur la défensive qu'ils n'avaient guère dénoncé les expéditions néo-coloniales en Afrique.

Un phénomène d'occultation semblable s'était produit en Mai 68.

■ Agora: Mais, après 68, on commence à parler de « militarisation du pays ». De quoi s'agissait-il?

□ Michel: L'armée avait apparemment délaissé ses fonctions traditionnelles de maintien de l'ordre, à l'intérieur comme à l'extérieur, et semblait tout entière orientée autour de l'armement atomique. Or, entre temps, le domaine militaire s'était peu à peu étendu à tout le corps social. La technicité des armements, leur coût, conférant à l'appareil militaire un rôle essentiel: l'importance du budget, l'orientation de la recherche, le développement de la production, puis de la vente, de systèmes d'armes très perfectionnés donnaient à l'armée un poids considérable dans l'économie.

Parallèlement, le terrorisme nucléaire ne pouvait être crédible qu'avec l'assentiment ou, au moins, la passivité de la population. La militarisation des travailleurs était dès lors devenue aussi essentielle que l'obéissance des soldats. Conçue, prévue, elle était même mise au point par les ordonnances de 1959.

Dès lors, naissait peu à peu une prise de conscience qui révélait l'ampleur du phénomène. Un nouveau mouvement antimilitariste était issu de cette prise de conscience, un mouvement qui, certes, devant l'étendue de la militarisation, ne parvint pas, à l'exception du Larzac et des tribunaux militaires, à dépasser la dénonciation tous azimuts, pour entreprendre des campagnes de masse, sur des objectifs précis.

■ Agora: La fonction militaire n'est donc plus une fonction guerrière?

□ Michel: Si, car la guerre qui paraissait depuis des années, du fait de la « dissuasion » atomique, improbable en Europe, est devenue techniquement possible. Possible du fait des armes atomiques de « faible » portée — d'où l'intérêt de la bombe à neutrons; possible et aussi préparée: la stratégie atlantique assignant aux armées françaises une place de choix dans la « bataille de l'avant ». Là aussi,

surpris, désorientés, les antimilitaristes redécouvraient — ils l'avaient par trop oublié — que l'armée, ça sert aussi à faire la guerre.

AUCUNE ILLUSION

■ Agora: L'arrivée de la gauche au pouvoir est-elle susceptible de modifier ce phénomène de militarisation?

□ Michel: Il n'y aura pas d'extension du camp du Larzac, les tribunaux militaires vont être supprimés. Ceci étant dit, ni les déclarations des responsables socialistes, ni les orientations annoncées ne permettent d'espérer que la gauche ait la volonté et la capacité de remettre en cause la politique militaire menée par la droite depuis la fin de la guerre d'Algérie. La nomination à la défense de l'ardent militariste qu'est Hernu rassure fort l'état-major, et il y a assurément de quoi. Il est exclu que le budget militaire soit réduit, l'héritage nucléaire n'est nullement contesté, au contraire, etc.

Les interventions militaires en Afrique devraient se faire moins visibles, les ventes d'armes être quelque peu « moralisées », mais, sur le fond, rien ne change. Le Larzac ne se fera pas? C'est vrai. Mais l'armée va manœuvrer, plus encore que par le passé, à l'extérieur des camps, ce que les régimes militaires appellent singulièrement « en terrain libre ».

■ Agora: Et le service militaire?

□ Michel: Les conditions d'exécution du service devraient sans doute être quelque peu améliorées mais, contrairement à leurs promesses, les socialistes ne veulent plus en réduire la durée sous prétexte d'un accroissement du chômage. L'argument avancé à ce sujet par Hernu est pour le moins surprenant. Quel aveu! De plus, il est concevable qu'un service civique généralisé, dénoncé par les objecteurs depuis une dizaine d'années, se mette en place.

■ Agora: Dans ce contexte, que vont devenir les luttes?

□ Michel: Sur les comités de soldats, Hernu a été on ne peut plus clair: il s'emploiera à — ou tentera de — les dissoudre. Les réfractaires auront assurément les mêmes raisons de refuser le service, comme les résistants à la militarisation les mêmes raisons de dénoncer le militarisme. La politique militaire restant fondamentalement semblable, le sort réservé aux réfractaires par le nouveau pouvoir ne semble guère faire de doute. Il aura besoin que la popu-



AVIS DE RECHERCHE



lation accepte passivement ses décisions et fera taire les opposants.

La loi d'amnistie est, à cet égard, significative: insoumis et déserteurs — qui n'ont pas le statut d'objecteur — doivent se rendre avant le 31 décembre. C'est à proprement parler, grotesque. Certes, les tribunaux de droit commun qui auront à juger les réfractaires se montreront sans doute moins sévères que ne l'étaient les tribunaux militaires. Il devrait s'en suivre un alignement des peines entre ceux qui ont le statut et ceux qui ne l'ont pas et, probablement des sanctions plus élevées pour les objecteurs insoumis. Car, en admettant que la gauche se montre fidèle à ses engagements, la libéralisation du statut qui va être votée n'a guère de chances de supprimer les causes de l'insoumission des objecteurs. La gauche se refusant à admettre le droit à l'objection à tout moment pour tous motifs, rien ne changera non plus pour les renvoyeurs de livrets et les objecteurs «OP 20». Certes, certains objecteurs devraient trouver leur compte à une telle situation. Mais l'on voit mal comment la majorité d'entre eux pourraient se satisfaire d'aménagements aussi minimes.

Le fossé entre les objecteurs réformistes et, disons, les plus radicaux, risque de se creuser plus encore. Neutralisation d'un côté, élitisme par trop inopérant de l'autre, le risque est double, pour eux, d'être réduits à l'inefficacité.

■ Agora: Triste avenir pour l'antimilitarisme?

□ Michel: Comme tous les mouvements sociaux, l'antimilitarisme risque d'être prisonnier du climat d'attentisme, s'il dure toutefois. A considérer l'accueil réservé par la population parisienne aux festivités militaires du 14 juillet, il est à craindre que la tâche des antimilitaristes ne soit

encore plus ardue que par le passé. S'ils ne parviennent pas à toucher de larges couches de la population, les antimilitaristes risquent fort d'être plus isolés, condamnés à la marginalisation et, en conséquence, livrés à la répression.

Les procès se sont, pour un temps, arrêtés. Il est nécessaire, me semble-t-il, de mettre à profit la période actuelle pour construire un mouvement de grande ampleur, uni sur des objectifs précis. Des manœuvres en terrain libre à la bombe à neutrons, du nucléaire au service civique, les enjeux ne manquent pas.

■ Agora: Tout est à faire, alors?

□ Michel: Certes, le mouvement est à construire. Mais on perçoit déjà les potentialités de nombreux comités qui existent çà et là, par dizaines. De plus en plus de femmes participent à la vie des groupes, des signes d'ouverture, une volonté de travail commun se font jour. Coordonnés, dotés d'une presse largement diffusible, unis, encore une fois, sur quelques objectifs précis et concrétisables, ces comités peuvent constituer la base, la «cheville ouvrière» d'un regroupement de grande ampleur.

Les atteintes aux libertés se font — pour l'heure — plus rares, le temps du mépris et de l'intransigeance semble révolu. Il paraît désormais possible de marquer des points, il n'est plus impensable de faire reculer le pouvoir sur tel ou tel point de sa politique.

Le militarisme des nouveaux gouvernants n'est certes pas moindre que celui de leurs prédécesseurs. Pourtant des contradictions traversent le P.S., comme toute la gauche, et leur utilisation, leur mise à nu peut, ce me semble, constituer un point d'appui pour certaines campagnes.

Une sensibilité antimilitariste certaine existe. Maintenant, il est nécessaire de faire de ce mouvement d'opinion un moyen susceptible d'entraver quelque peu les forces liberticides de la pieuvre militaire. ●



INTERIM

LA CLASSE OUVRIERE "BIS"



Il est bien loin le temps où il suffisait de frapper à la porte d'une entreprise pour obtenir un travail. La crise économique et la «nouvelle gestion du personnel» sont passées par là et ont transformé bien des choses.

Depuis les années 60, les Entreprises de Travail Temporaire (ETT) sont là et gèrent les flux de main d'œuvre comme les négriers d'antan.

LES ETT: MARCHANDS DU TRAVAIL DES AUTRES

En 1960, elles étaient encore peu nombreuses, 600 en tout, mais l'affaire rapportait gros si bien que leur nombre s'est depuis multiplié. On en compte 1614 aujourd'hui et elles gèrent plus de trois milliers d'agences. A titre de comparaison, la très officielle ANPE n'a que 600 points d'implantation. Expliquer leur prolifération c'est d'abord rappeler la facilité qu'il y a à monter une telle entre-

prise. La loi de 1972 (voir encadré), restrictive dans les termes, a été aisément transgressée. Et la nécessité depuis 79 de déposer, en garantie financière, 8% du chiffre d'affaire, ne décourage pas grand monde. Mais si le gâteau est énorme - 15 milliards de francs en 1980 (1) - les parts ne sont guère égales. Les grosses boîtes *Ecco, Bis, Manpower-France* rafflent 30% du marché et 800 entreprises artisanales ne rognent que 15%...

L'Etat n'est pas le dernier à tirer profit de ces entreprises puisqu'elles lui ont versé l'an dernier trois milliards et demi de contributions fiscales.

Mais, bien sûr, le premier bénéficiaire des ETT c'est le patronat.

LE PATRONAT ET LE RACKET DE LA MAIN D'ŒUVRE

Au départ, avant 70, certaines sociétés industrielles cherchaient, à des moments ponctuels, une main d'œuvre hautement

qualifiée, mobile et pouvant exiger d'être payée correctement. Les chantiers de Fos ou Dunkerque furent ainsi réalisés. Mais depuis la crise a transformé et banalisé le phénomène. Aujourd'hui, toutes les entreprises et surtout celles qui emploient plus de 500 salariés, font appel à l'intérim. Celui-ci s'inscrit désormais dans une gestion nouvelle de la main d'œuvre. Globalement il s'agit, partout où cela est possible, de limiter au maximum le nombre de contrats permanents dans les entreprises. Les avantages, pour le patronat, sont énormes. D'abord cela lui permet, grâce à un «dégraissage» rapide du personnel, une grande adaptation aux flux de production qui sont aujourd'hui plus que sinueux. Deuxième avantage, et non des moindres, il a la mainmise sur une main d'œuvre qui, par nécessité sous peine d'être rayée des listes des ETT, devra accepter tous les travaux, y compris les tâches dangereuses. Enfin, les intérimaires, à tous moments, dans l'entreprise, peuvent servir de moyen de pression sur le personnel en place. C'est pourquoi le patronat, lui, est très bien adapté à l'intérim.

Pour l'ouvrier intérimaire, ce n'est pas tout à fait la même chose.

«LA CLASSE OUVRIERE BIS»

Chaque jour, plus de 200.000 personnes sont en poste (en «mission» dira le gentil organisateur de l'agence). L'an dernier, plus d'un million de personnes sont passées ainsi entre les mains des négriers.

Or, l'intérimaire subit une double exploitation. D'abord dans l'agence, puis dans l'entreprise où il est placé. En effet, l'ETT perçoit un pourcentage sur chaque heure travaillée. C'est ainsi qu'un salarié payé par exemple 10Frs de l'heure sera facturé environ 30Frs à l'entreprise utilisatrice. C'est là l'origine essentielle des

bénéfices de l'ETT.

Le salarié, quant à lui, se retrouve avec un salaire inférieur de 25% par rapport à celui du personnel à statut de l'entreprise où il travaille.

Et pourtant, on nous parle des joies de l'intérim? Qui sont donc ces gens, le plus souvent jeunes, dont le sourire s'étale sur les panneaux publicitaires?

Lorsque ces sociétés ont essayé de s'implanter en France, elles ont dû chercher un créneau publicitaire pour promouvoir leurs services. Or quoi de plus réel et de plus galvaudé que le «ras-le-bol du boulot, de la hiérarchie, du répétitif» qu'on entend partout? Toutes ces qualités «négatives» furent alors valorisées par les ETT. L'intérim c'était la fin de l'ennui au travail; il permettait le changement constant, la diversité. Les agences d'intérim ont donc joué sur les désirs réels exprimés par toute une frange sociale et notamment les jeunes. Tous les

ÉCHOS

«Pour Valérie C., 27 ans. Parisienne, le travail temporaire correspond à une philosophie originale de la vie: Concevoir un équilibre harmonieux entre temps de travail et temps de loisir lui paraît le signe de la réussite», extrait du journal «Manpower».

ÉCHOS

«Les gens qui ne veulent pas s'intégrer dans un emploi fixe, qui ont décidé de travailler en intérim juste assez pour accumuler de quoi faire un beau voyage, sont nos meilleurs éléments... Ils sont motivés, ils acceptent toutes les missions au pied levé... Ils sont fiables, ils travaillent. Et, après leur voyage, ils nous reviennent...».

P. Bradelle
responsable d'une agence.

publicitaires sont ainsi couverts de ce type de discours.

Mais au-delà de la pub, la réalité semble plus fine. On sait aujourd'hui que le «jeune» dont parlent les agences est assez minoritaire. L'intérim «conviendrait» à moins de 25% des intérimaires (2), parmi lesquels on trouve surtout des jeunes avant leur service militaire (ou leur objection).

Qu'entend-on par «conviendrait»?

Si effectivement, une petite minorité de jeunes préfère l'intérim qui assure leur survie, c'est d'abord parce que la situation leur paraît passagère. Quant à la critique du travail, vécue par les marginaux qui utilisent dans ce sens l'intérim, c'est un phénomène plus politique mais aussi minoritaire.

Pour la masse des gens, l'intérim n'est qu'un pis-aller dans la recherche d'un emploi qui, espè-

rent-ils, finira par être stable.

Il est assez difficile, en effet, d'imaginer un intérimaire heureux de ses conditions de travail et surtout de l'isolement qu'il subit dans l'entreprise. Cette situation a d'ailleurs bouleversé une partie de la vision classique que certains concevaient de la classe ouvrière.

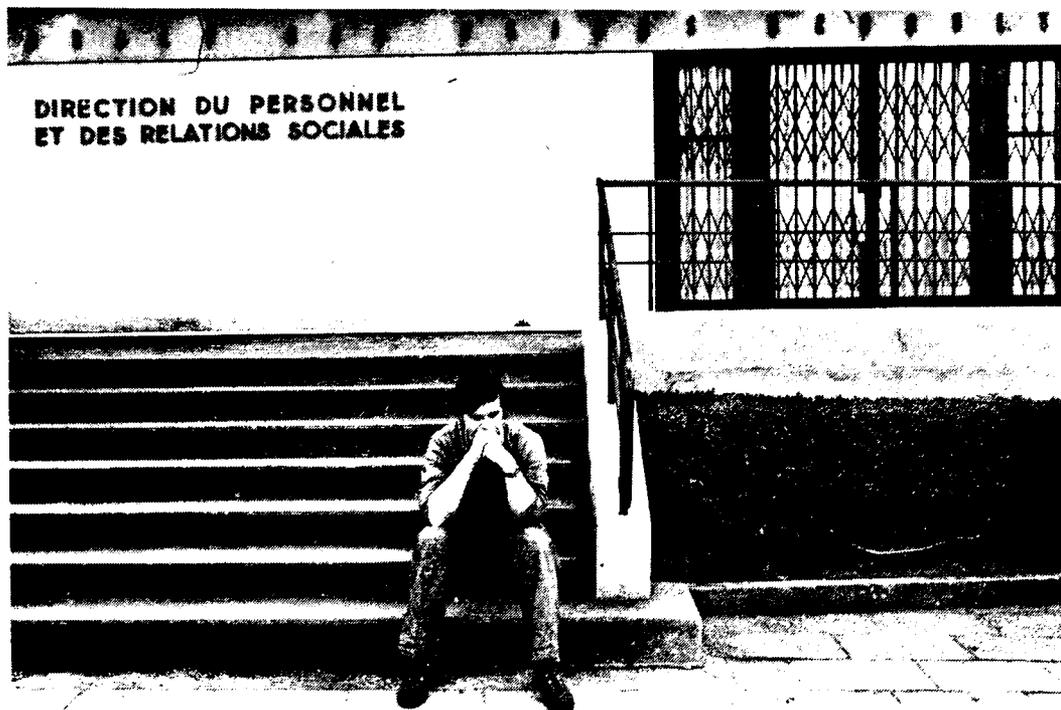
L'INTERIMAIRE SEUL

Jusqu'ici les syndicats se sont montrés impuissants à regrouper ce type de travailleur. Au-delà des raisons techniques – mobilité – cette impuissance s'explique aussi par le profil de ces salariés.

Pour la plupart, ils sont loin de ressembler à l'ouvrier mâle, qualifié, fier de «son» outil de travail, de «ses» congés payés, etc. que regroupent surtout les centrales syndicales. D'autant que beaucoup d'entre eux – comme une partie de la classe ouvrière traditionnelle – ont intégré toute une série de critiques, parfois ambiguës, vis-à-vis de ces structures. Et toutes les campagnes syndicales «tournées» vers les jeunes pour les «conscientiser», les «interpeller», etc., semblent échouer assez lamentablement (3).

D'autre part, la position des syndicats, comme de toute la gauche, a évolué par rapport aux ETT.

Après avoir été très virulantes, en parlant de «négriers», exigeant leur suppression, CGT et CFDT modulent aujourd'hui leur discours, n'hésitant pas à paraître incohérentes, ou le plus souvent éludent le problème.





Les syndicats, en fait, se mettent au diapason des partis de gauche au pouvoir.

L'évolution pour ceux-ci a été assez impressionnante. Le PC sur-

tout, mais aussi le PS, avaient mené longtemps des campagnes pour la suppression de l'intérim.

Au pouvoir depuis le mois de mai, en butte aux « dures réalités

économiques qu'il ne faut pas négliger» etc. etc., ils ont modéré leurs discours et leurs actes.

On ne parle plus de suppression, mais de réprimer les abus. A long terme, il est prévu une application plus rigoureuse de la loi de 72 et, pour le moment, de prélever 5% sur les bénéfices nets réalisés en 80 par les ETT. Bien sûr, l'Etat essaiera d'étendre l'influence de l'ANPE, mais il est clair que les entreprises privées subsisteront et grossiront.

Au-delà de ce problème, il faut voir que les ETT ne sont qu'une des recettes dans la nouvelle gestion du personnel qui se développe de plus en plus. Les contrats à durée déterminée, le travail à temps partiel, la sous-traitance, etc. font partie du même phénomène. Et il n'a jamais été question pour la gauche — au pouvoir ou pas — de le remettre en cause fondamentalement. Les réformes prévues, comme l'extension des droits aux salariés intérimaires, fera taire les dernières velléités syndicales.

Bref, aux yeux d'une gauche bien tranquille, les négriers auront été blanchis. ■

Julie DESGRANGES.

(1) A titre de comparaison, il était de 300 millions de francs en 65.

(2) Sondage IFOP, février 81.

(3) Le numéro de juin 81 de « Résister » signale la création sur Paris d'un syndicat d'intérimaires.

ON NE TRAVAILLE QU'A SA PERTE...

Définie par la loi du 3 janvier 1972 (article L 124-1 et suivants du Code du Travail), le travail temporaire établit une relation triangulaire entre :

- L'entreprise de travail temporaire (E.T.T.), employeur
- le salarié en mission
- l'entreprise utilisatrice

1. L'entreprise de travail temporaire et l'entreprise utilisatrice

Le recours au travail temporaire est limité à des tâches non durables, limitativement énumérées par la loi :

- a) absence temporaire d'un salarié permanent pendant la durée de cette absence
- b) suspension d'un contrat de travail (maladie, maternité...)
- c) attente de l'entrée en service d'un salarié permanent
- d) surcroît occasionnel d'activité
- e) création d'activités nouvelles
- f) travaux urgents pour prévenir des accidents

Dans les cas c, d et e, la durée de la mission ne peut théoriquement pas dépasser trois mois sans autorisation de l'inspection du travail. En réalité, les autorisations sont rarement demandées et certains salariés restent en mission dans la même entreprise plusieurs années de suite.

L'utilisation des intérimaires pour remplacer des salariés en grève est interdite par la loi.

En cas de défaillance de l'E.T.T. l'entreprise utilisatrice lui est substituée pour le paiement des salaires et des charges sociales.

2. L'entreprise de travail temporaire et le salarié en mission

L'E.T.T. est le véritable employeur du salarié à qui elle confie une mission dont la durée n'est pas nécessairement précisée à l'embauche. Elle lui paie salaires et charges sociales, doit lui faire passer la visite médicale d'embauche (ce qui n'est presque jamais fait), le licencier en fin de mission.

La mission terminée, le salarié n'a plus aucun lien juridique avec l'E.T.T. : le temps d'attente entre deux missions n'est pas rémunéré.

La loi dispose qu'un contrat de travail écrit doit obligatoirement être établi entre l'E.T.T. et le salarié pour chaque mission. Il doit comporter les mentions suivantes :

- le motif précis justifiant le recours au travail temporaire
- les conditions de la mission : lieu, horaires de travail, qualification professionnelle, caractéristiques particulières du travail, nombre de travailleurs intérimaires demandés
- les modalités de la rémunération : salaire horaire, primes diverses, prime de précarité d'emploi ; taux minimum 4 % (destinée à compenser l'absence de préavis et d'indemnité de licenciement, elle n'est pas due en cas de démission).

Toute clause du contrat qui tendrait à interdire l'embauchage du salarié en mission par l'utilisateur est interdite.

Les salariés temporaires peuvent bénéficier des allocations de chômage s'ils justifient de 1.000 heures de travail dans les douze derniers mois. Mais ils ne bénéficient pas des indemnités égales à 90 % du salaire, réservées aux licenciés pour cause économique.

3. L'entreprise utilisatrice et le salarié en mission

Bien qu'il n'existe aucun lien juridique entre le salarié et l'entreprise utilisatrice, celle-ci dirige et contrôle les travailleurs intérimaires comme son propre personnel. Cependant, l'entreprise utilisatrice ne dispose pas du pouvoir disciplinaire qui reste dévolu à l'E.T.T.

Pratiquement, si l'entreprise utilisatrice est mécontente du salarié, elle met fin à sa mission en le remettant à disposition de l'E.T.T. Le salarié intérimaire est donc licenciable à tout bout de champ : l'utilisateur s'en débarrasse d'un coup de téléphone : l'E.T.T. soucieuse de ne pas déplaire à son client, constate que la mission est terminée, que le contrat du salarié est rompu. Et fournit un autre intérimaire à sa place...

La convention collective de l'entreprise utilisatrice est applicable aux salariés en mission pour la durée du travail, le travail de nuit, le repos hebdomadaire, les jours fériés, l'hygiène et la sécurité, le travail des femmes, des jeunes, des étrangers. Cette liste est limitative.

EMEUTES A KOSOVO



En mars-avril derniers, d'importantes émeutes éclatèrent dans la province autonome du Kosovo en Yougoslavie. Dans la capitale Pristina, les manifestations, à l'origine étudiantes et auxquelles s'associèrent paysans et ouvriers, ont été violentes. Des voitures, mais aussi des édifices publics, furent incendiés. Des incidents de même nature auraient eu lieu dans toute la province et dans le Montenegro voisin. Les revendications de vie puis la volonté de transformer la province autonome du Kosovo en république.

La répression a été à la mesure des manifestations et des revendications. La milice mais aussi des blindés sont intervenus et plusieurs jours durant le Kosovo fut interdit aux journalistes. Officiellement, le bilan est de 11 morts et quelques 200 blessés. Officieusement, on parle de plus de 100 morts. Depuis mars, plus de 1.700 personnes ont été et continuent à être jugées pour leur participation directe ou indirecte aux émeutes.

La presse officielle, qui ne retient que les revendications nationalistes des manifestants, attribue l'origine des émeutes à l'influence croissante de l'Albanie dans cette région. 80% des habitants de la province sont en effet Albanais et depuis le rapprochement Tirana-Belgrade, l'influence culturelle albanaise n'a fait que s'accroître. De là à accuser « l'œil de Tirana » comme source de tous les maux, il n'y a qu'un pas que franchit allègrement le pouvoir yougoslave. Dans la même logique, en vogue aussi en Pologne aujourd'hui, on épure le parti et toutes ses instances.

Mais aller à l'origine des événements, sans nier l'influence de l'Albanie, suppose un peu plus d'analyse.

Depuis 1945, la république socialiste de Yougoslavie est formée de 6 républiques et de 2 provinces autonomes: la Voïvodine, le Kosovo, intégrées à la Serbie. A ce moment-là, pour des raisons ethniques dont le Kosovo, à majorité albanaise, est un bon exemple,

il semblait possible de créer une fédération balkanique incluant Bulgarie et Albanie. Mais Moscou préféra des satellites divisés pour mieux asseoir sa domination. Quant aux désirs des populations...

A l'intérieur de la Yougoslavie la position du Kosovo, en plus, a toujours été celle du parent pauvre. Quelques changements - structureux surtout - ont eu lieu depuis 1974. Depuis, on y trouve une presse en albanais, une université en langue albanaise, bref c'est dans ce créneau que s'est glissée surtout l'influence de Tirana.

Mais en même temps que le Kosovo pesait d'un poids politico-culturel plus important dans la fédération, sa pauvreté économique devenait plus criante. Et la crise, comme partout ailleurs, a accru les disparités régionales. Dans un pays où l'inflation atteint 50%, le Kosovo est maintenant une région sous-développée et ses habitants les « métèques » de la Yougoslavie.

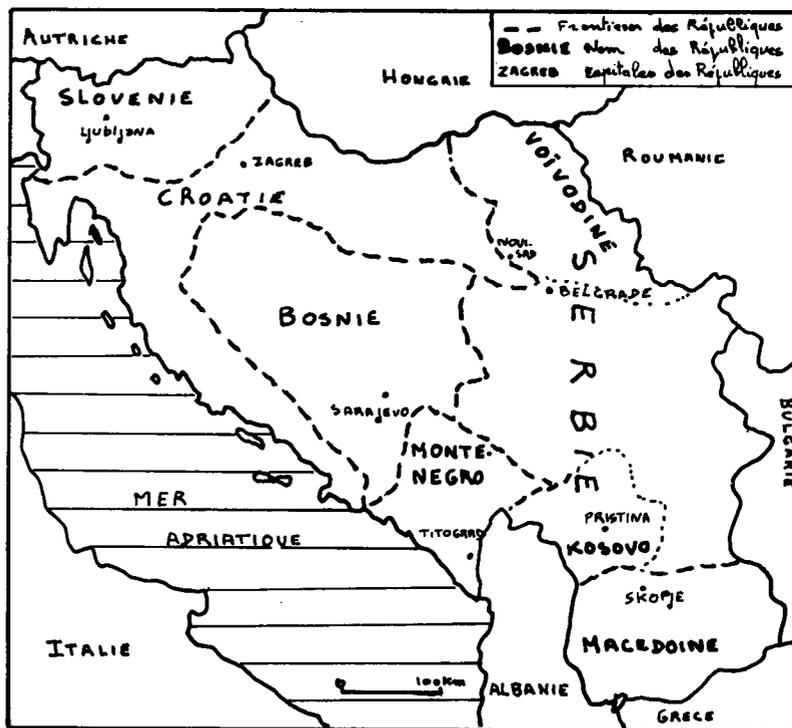
Le chômage y atteint des taux extrêmes, la main d'œuvre émigre, en particulier vers la Slovénie bien plus riche. Et les particularités des structures économique-politi-

ques yougoslaves renforcent les incohérences. Ainsi, dans ce pays « socialiste, fédéraliste, autogestionnaire », chaque république et chaque région élabore son propre plan de développement. Comme il n'y a pas de synchronisation entre elles, à ce niveau, les capitaux s'investissent donc dans les régions déjà riches et la paupérisation s'accroît dans les autres. Il existe un Fonds d'aide aux régions sous-développées, mais les crédits (remboursables !) sont gérés par le pouvoir, c'est-à-dire la bureaucratie locale. Et au Kosovo, ces fonds n'ont servis qu'à des dépenses de prestige dont le dernier exemple est le luxueux Palais de la radio.

C'est désormais un schéma ultraclassique, que l'on retrouve dans tous les pays de l'Est et le Kosovo a montré lors des émeutes de mars-avril, que l'autogestion-bidon yougoslave cachait - mal - les mêmes tares qu'ailleurs. La revendication nationale occulte en fait le refus du néo-colonialisme et sert de bouc-émissaire aux tenants de la répression.

Le Titisme a encore frappé. ■

V. MARCOS.



SENEGAL



naissance d'un anarchisme

De tout temps, le mouvement libertaire a eu du mal à exister dans les pays d'Afrique Noire. Le contexte économique, social, culturel a plutôt favorisé l'implantation des diverses variétés marxistes-léninistes. Cela serait-il en train de changer? Oui, si l'on en croit le texte que nous publions ici et dont la seule existence est déjà un évènement.

En juin, un certain nombre de Sénégalais se sont réunis à Gorée (île située en face de Dakar) et ont décidé de créer une association (« parti anarchiste) légale, puisque, avec la présidence d'Abdou Diouf (successeur de Senghor) a été instauré, théoriquement, un pluralisme politique total. Ils ont publié une première déclaration dans un journal plus ou moins satirique, « Le Politicien », qui se veut le « Canard enchaîné » sénégalais. C'est cette déclaration que nous reproduisons.

Les animateurs de ce projet sont essentiellement des intellectuels (dans le contexte africain d'analphabétisme, il n'y a là rien de surprenant). On y trouve, entre autres, Mam Less Dia, directeur du journal « Le Politicien ».

Certaines tournures du texte, certaines expressions, certains aspects de la liste des signataires peuvent surprendre nos esprits européens. Nous reviendrons, dès le prochain numéro d'Agora, avec, nous l'espérons, plus d'informations, sur cette éventuelle naissance de l'anarchisme au Sénégal.

Si ces révélations se confirmaient, la responsabilité, au niveau de la solidarité, du mouvement libertaire français serait des plus importantes, puisque notre pays reste l'interlocuteur privilégié, le principal fournisseur, client et bailleur de fonds du Sénégal. Affaire à suivre...

Agora.

LES ANARCHISTES S'ORGANISENT

(Déclaration des anarchistes du Sénégal)

Les anarchistes du Sénégal, toutes nationalités confondues, après une analyse rigoureuse de la situation politique, économique et sociale, de notre pays, ainsi que des formations politiques sénégalaises actuelles plus ou moins anta-

gonistes, et qui s'entre-déchirent dans d'interminables discours théoriques, creux, plus stérilisants que mobilisateurs et n'ayant que peu de prise sur les masses populaires ont abouti aux conclusions suivantes :

— Les structures économiques et sociales existantes bloquent les mécanismes sociaux au Sénégal et le progrès humain. A la lumière des expériences vécues, les structures et projets de société envisa-

gés par les partis et formations qui s'agitent actuellement ont toutes les chances de pérenniser ce blocage, mais sous d'autres formes, en substituant une classe ou un groupe nouveau d'exploiteurs à l'ancien ;

— Les partis qui rivalisent et s'entre-croquent sur l'arène politique sénégalaise n'ont, paradoxalement, d'autres chats à fouetter que ce qui leur permet de se mettre individuellement en évidence. Cette carence explique en grande partie leur division artificielle et leur faiblesse actuelle et future, face à l'ennemi commun : **l'impérialisme occidental, le social-impérialisme soviétique et l'hégémonisme des grandes puissances ;**

— La carence soulignée des formations politiques sénégalaises, leurs tendances persistantes à croire qu'elles détiennent le monopole de la vérité et de la démarche adéquate alors que les programmes qu'elles avancent et leurs pratiques politiques sont presque toutes similaires indiquent, de façon prévisionnelle, qu'une fois le pouvoir « acquis », elles ne peuvent qu'instaurer un Etat totalitaire de droite ou de gauche, où l'obéissance aveugle à des chefs bureaucratiques plus conspirateurs que démocrates, sera exigée des masses populaires.

— Compte tenu des visées hégémonistes qui les marquent, pas un seul parti parmi les partis qui s'agitent actuellement (parti en situation ou de l'opposition), n'est capable de promouvoir une démocratie directe où les masses populaires et des travailleurs libres seront à même de faire respecter leurs desideratas, et leurs justes besoins à leurs dirigeants dirigés ;

A partir des diverses conclusions de leur analyse, les anarchistes du Sénégal originaires de divers pays ont décidé de passer du stade où ils évoluaient comme un poisson dans l'eau dans l'univers

sénégalais pour passer à celui de l'organisation.

La préoccupation majeure et constante des anarchistes du Sénégal est de ne pas prendre le pouvoir mais de lutter inlassablement sur les terrains de la pratique et de la théorie contre tous les pouvoirs infernaux par essence et contre l'appropriation privée des grands moyens de production.

Nous luttons pour l'instauration d'un socialisme autogestionnaire décentralisé et fédéraliste. Dans notre programme nous expliquons en détails les fondements et le contenu de ce socialisme, qui n'a rien à voir avec les socialismes importés et autres «africains», démagogues et autoritaires.

Dans la société pour l'avènement de laquelle nous luttons, les moyens de production seront exploités en commun par les travailleurs sénégalais associés en commun dans le cadre d'une démocratie directe.

Dans la conception de notre projet de société, sans les nier totalement, nous avons pris notre distance à l'égard des théories et modèles étrangers pour nous inspirer surtout du contenu et de la forme des formations sociales sénégalaises et africaines analysées dans leur évolution historique, et compte tenu de leur contexte historique spécifique.

A cet égard, notre projet de société s'inspire de l'organisation et des fondements de la fédération de villages lébous et de la formation sociale des Ballantes (Casamance et Guinée Bissau). Ces formations sociales qui n'étaient pas primitives du tout, étaient organisées de telle façon que les sociétés concernées n'avaient ni classes dominantes ni chefs exploités. En outre une démocratie directe non imposée du haut y prévalait. Cette forme d'organisation qui, selon nous, pourrait parfaitement être adoptée même en l'état actuel de nos forces productives, pour peu que soit brisées les assises des classes exploiteuses, et les possibilités d'apparition de dirigeants totalitaires, constitue le modèle qui guide nos démarches. Modèle ou la passivité et l'obéissance aveugle à des chefs exploités et anti-démocratiques n'auront pas cours.

Pour faire aboutir notre projet de société, nous, les anarchistes du Sénégal, et nos sympathisants, que nous pensons nombreux, axeront également nos luttes contre les phénomènes pernicieux sui-



Léopold Senghor avec (à gauche) Abdou Diouf

vants :

— avènement d'une société à fort caractère étatique ou bureaucratique ;

— obscurantisme, fanatisme, pédantisme, discours creux n'ayant aucun lien avec la réalité objective et réduction des droits de la personne ;

— antagonisme des riches et des pauvres ;

— ethnocentrisme à caractère hégémoniste ;

— nationalisme étriqué ;

— pseudo-démocratie en porte-à-faux avec une organisation économique injuste ;

— démocratie imposée du haut.

Les anarchistes du Sénégal, toutes nationales confondues, réunies le samedi 13 juin 1981 à «l'Île de Gorée», futur siège statutaire de leur mouvement ont également mis sur pied un Comité de Réflexion pour les Statuts (C.R.S.) aux fins de l'élaboration de leurs statuts juridiques, statuts imposés par les lois contraignantes de l'Etat bureaucratique sénégalais, leur programme politique, économique et social et leur **stratégie de lutte pour ne pas accéder au Pouvoir**. A l'issue de leur réunion, les anarchistes du Sénégal ont créé leur instrument de combat : le «Parti anarchiste pour les libertés individuelles dans la «République».

Les individus ci-dessous, membres du C.R.S., sont les volontaires provisoires, pour l'accomplissement des tâches actuelles :

1 - Thierno Seydou Barry : **artiste-peintre**,

- 2 - Mme Ndikou Mendy : **sans emploi**,
- 3 - Amadou Loum Diop : **ingénieur**,
- 4 - Ismaïla Ndao : **cultivateur**,
- 5 - Mamadou Wade : **économiste**,
- 6 - Mam Less Dia : **journaliste**,
- 7 - Mme Alimatou Tall : **sans emploi**,
- 8 - Moussa Diongue : **chanteur-compositeur**,
- 9 - Francis Ginstet : **économiste**,
- 10 - Sédikh Ndoye : **orthopiste**,
- 11 - Amadou Tall, dit Lynx : **tumbiste**,
- 12 - Joseph Gomis : **instituteur**,
- 13 - Khaly Sow : **ouvrier**,
- 14 - Papa Saloum Diawara : **gérant de société**,
- 15 - Sèga Ndoye dit Tô : **barman**,
- 16 - Papisco : **acteur de cinéma**,
- 17 - Babacar Sérakun Matouti MBow : **écrivain**,
- 18 - Mme Magatte Bathily : **couturière**,
- 19 - Idam Samb : **charlatan**,
- 20 - Abdoulaye Seck : **chômeur**,
- 21 - Mam Cheikh Lô : **vagabond**,
- 22 - Lahmadou Coulibaly : **chauffeur en retraite**,
- 23 - Asmirou Diallo : **planton**,
- 24 - Professeur Assane Fall : **journaliste**,
- 25 - El-Hadji Ibrahima Sokhna : **inspecteur du Trésor**,
- 26 - Aziz Ciss : **Technicien agricole**
- 27 - Sawa Diop : **Mendiant**
- 28 - Mor Khoudia Gadiaga : **marchand ambulant**.

POUR LE C.R.S.

Mam Less DIA : Coordinateur principal provisoire à titre précaire et révocable à tout moment.

Mamadou Wade : Coordinateur intérimaire provisoire à titre précaire et révocable à tout moment.

conjuré

BIG BROTHER IS WATCHING YOU!

• Cette page devait être consacrée aux émeutes qui ont eu lieu dernièrement en Grande-Bretagne. Vous ne pourrez pas lire cet article. On vous l'a interdit. Notre camarade P.P. Goegan devait le rédiger après enquête sur place. Arrivé à Southampton le 17 août, il est d'abord retenu 48 h par l'Office de l'Immigration, puis refoulé vers Le Havre. Motif: «D'après les informations que nous avons pu recueillir sur vos récentes activités politiques, nous sommes convaincus que votre expulsion est nécessaire ou bien public». Voilà, tout y est: le grotesque et l'intolérable. Aujourd'hui, cette page d'Agora restera volontairement muette. Et demain, combien en baillonneront-ils? Les flics de Mme Thatcher ont aboyé après notre copain: «Cet homme est dangereux... Il aime trop la liberté!». Qu'ils soient assurés que nous en tirons un grand orgueil. Chiens de garde, à bientôt!

Agora.

ESPAGNE

TIERRA

Y

LIBERTAD

L'Andalousie fit la une des journaux,
durant quelques jours, en été 80.
Depuis, le silence a repris le dessus...
Pourtant, chômage et misère persistent;
les actions, bien que plus restreintes, se poursuivent;
bref, la situation n'a guère changé.
Quant aux perspectives, elles sont des plus sombres!

Quand on pense à l'Andalousie, les latifundia nous viennent tout de suite à l'esprit. Et si cette région n'est pas la seule dans l'Etat espagnol à connaître une telle situation, l'image n'est pas une simple vue de l'esprit. Les 80% des paysans y sont des manœuvres sans terres et 2% de la population possède à eux seuls les 52% des terres. Sur cette base, et considérant comme grande propriété les terrains d'au moins 250 hectares, les chiffres parlent d'eux-mêmes: province de Grenade: 40% des terres aux mains des grands propriétaires; province de Cordoue: 41%; province de Séville: 51%; province de Cadix: 58%.

L'Andalousie a fourni la main d'œuvre bon marché et nécessaire au développement capitaliste: des milliers de paysans sans terres ni emplois sont allés grossir les rangs du prolétariat industriel, notamment en Catalogne. Cet exode rural n'a pas cessé sous Franco: il s'est même accéléré à partir des années 50, parallèlement à une relative mécanisation de l'agriculture espagnole. C'est ainsi que, de 1951 à nos jours, 710.000 postes de travail ont été supprimés. Par ailleurs, de 1960 à 73, deux millions et demi d'Andalous ont dû quitter leurs provinces d'origine soit pour se rendre dans les villes (130.000), soit pour aller travailler à l'étranger (120.000).

Le chômage s'est généralisé au cours de ces dernières années, à peine amorti par les périodes d'embauche temporaire (tourisme) ou saisonnière (récoltes). Aujourd'hui, 1/4 des sans-emploi de l'Etat espagnol sont des Andalous et 20% de la population active andalouse est touchée par le chômage.

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer les nombreuses et symboliques occupations de terres survenues en février 78. Elles furent, certes, utilisées par des pontes maoïstes locaux pour poser sur les photos aux côtés des ouvriers agricoles. Mais ces actions étaient aussi et surtout une initiative partie de la base.

Face au chômage et pour remédier à l'absence d'allocations est né, en 1970, l'«emploi communautaire». Il s'agit d'emplois communaux de voirie et de travaux publics subventionnés par l'Etat et qui justifient le versement de véritables aumônes. L'emploi communautaire permet, tout au plus, de travailler deux jours par semaine et durant les cinq premiers mois de l'année 80 le salaire était de quelques 400 Frs par mois. Mais

il permet surtout de démobiliser les ouvriers agricoles, de désamorcer leurs luttes: une soupape de sûreté dont on entrouvre les robinets aux moments critiques...

C'est pour dénoncer cette situation de famine que se produisirent les diverses actions de l'an dernier. Et il aura fallu six mois de lutte ainsi qu'une action spectaculaire et désespérée pour que la presse nationale, puis internationale, brise le mur du silence durant l'été 80. Voyons rapidement ce qu'ont pu représenter ces longs mois de combat afin de mieux saisir la présente situation.

L'EXPLOSION DE L'ANNEE 80

En février 80 partait une marche de journaliers de deux villages de la province de Séville: Osuna et Pedrera (dans ce dernier, la CNT-rénovée est majoritaire). Parcourant cent kilomètres en trois jours, elle atteignit Séville en un long cortège de 5.000 personnes. Là, elles décidaient d'occuper l'église Santa Teresa, une occupation qui allait durer 82 jours et mobiliser à fond le SOC (Syndicat des Ouvriers de la Campagne, au départ impulsé par des maos) et la CNT-rénovée assez implantée dans la ville. Après ces trois mois d'occupation et ayant réussi à populariser leur lutte, les journaliers décidaient de regagner leurs villages respectifs pour faire directement pression sur les employeurs locaux.

C'est à ce moment-là qu'éclatèrent les fameux incendies de récoltes. Devant l'intransigeance des patrons, les ouvriers agricoles retrouvaient l'une de leurs méthodes traditionnelles d'action: «brûler les terres des maîtres». Il n'est pas douteux que certains propriétaires terriens en aient profité pour incendier eux-mêmes certaines de leurs terres et toucher ainsi les

assurances... Mais leur nombre ne concerne qu'une infime partie des 68 incendies qui se produisirent entre mai et juin. D'ailleurs, les autorités locales ne s'y trompèrent guère et tentèrent de faire porter le chapeau aux deux organisations les plus remuantes: le SOC et la CNT.

A la suite de ces incendies, des fonds furent débloqués pour l'emploi communautaire, ce qui allait permettre l'embauche, deux jours par semaine, de chômeurs affectés à des travaux de voirie. Par ailleurs, ces longs mois de lutte allaient également permettre, localement, d'arracher quelques postes de travail dans la Sierra Sur de la province de Séville: 200 journaliers purent travailler à Marchena, 70 autres à Aguadulce et autant à Gilena.

Début août, le secrétaire général du SOC et deux autres membres de ce syndicat entamèrent une grève de la faim à Villamartin (province de Cadix) pour protester contre l'aumône que représente l'emploi communautaire. Deux semaines plus tard, alors que personne ne semblait se soucier de cette action, commença la fameuse grève de la faim à Marinaleda. Le 13 août, un groupe de journaliers et le maire du village lançaient l'action, rejoints dès le 15 par l'ensemble du village. La grève de la faim fit tache d'huile et plusieurs villages de la Sierra Sur suivirent: Pedrera, Osuna, Los Corrales, Gilena, Martin de la Jara...

LES LEÇONS DE CES SIX MOIS DE LUTTE

Les ouvriers agricoles savent bien que les nouveaux crédits débloqués pour faire cesser ces actions ne sont qu'une goutte d'eau dans un océan. Ils ne

représentent que 12.000 pesetas pour chacun d'eux jusqu'à la fin de l'année, soit quelques 200 Frs par mois.

Aussi, l'une des principales leçons tirées de ces luttes concernait la nature de l'emploi communautaire: sommes symboliques et démobilisatrices. Aux côtés de la CNT qui le dénonçait déjà depuis un bout de temps, le SOC commençait lui aussi à poser clairement le problème: ce dont il s'agit c'est d'obtenir un emploi fixe, arracher aux patrons les postes de travail nécessaires. C'est ce que rappelait José Nuñez, du SOC de Osuna (1): réaliser des études sur les capacités productives des grandes propriétés, calculer ainsi le nombre de postes de travail qu'il est possible de créer et, dès lors, imposer aux propriétaires terriens l'embauche de ces travailleurs...

Telle était la situation à la fin de l'année 80.

REVIREMENT DU SOC ET GRIGNOTAGE DES ACQUIS

Survient alors la dramatique mort d'un gréviste de la faim à Teba (province de Malaga) et, dès les premières semaines de la nouvelle année, la lutte reprend dans de nombreux villages. La répression, qui n'a cessé de s'exercer sur les journaliers, atteint des extrémités incroyables: fin janvier 81, à Lebrija, pour un simple barrage de route, la police a arrêté 32 personnes! Le SOC lance une vaste campagne de mobilisation et, sous la pression, en avril dernier, un accord est signé par le gouvernement central et la Junte d'Andalousie, accord qui concède deux jours supplémentaires de travail par semaine, soit



quatre jours hebdomadaires d'emploi communautaire. Le SOC, renonçant à toutes ses critiques sur la nature de ce type d'emploi, présente ces deux jours supplémentaires comme une grande victoire et amorce la démobilisation, annulant toutes les actions! Le pouvoir en profitera pour frapper un premier coup: les sommes débloquées n'arriveront pas, tout au long de la première semaine suivant l'accord, dans de nombreux villages dont, évidemment, Marinaleda et Pedrera, les plus combattifs...

De fait, la démobilisation est amorcée dès cet instant, malgré quelques actions relativement isolées comme celle menée par la CNT-historique à Alcalà de los Gazules (où elle est majoritaire) en mai dernier où 120 ouvriers agricoles occupèrent la mairie.

Et puis, l'accalmie est mise à profit par le gouvernement pour tenter d'annuler les avantages acquis. En effet, on interdit le travail à tout jeune de 16 à 18 ans pour «les envoyer dans des écoles de formation», ce qui va amputer d'autant les misérables revenus familiaux. Mais l'accord signé en juin 81 entre le président de la Junte d'Andalousie et l'Institut National pour l'Emploi va encore plus loin: désormais, on limite à un seul salaire la prestation dont peut bénéficier une famille de quatre membres ou moins et à deux salaires pour les familles plus nombreuses. En d'autres termes, c'est un retour à la situation d'un an auparavant!

Fin août, l'Institut National pour l'Emploi faisait connaître les derniers chiffres de chômage pour le mois de juin (2). Exception faite de trois provinces (dont celle de Séville, où la situation est la plus critique) les autres cinq provinces ont connu une légère diminution du nombre de chômeurs. Nul doute que les 9.500 personnes ré-employées

le doivent à l'approche de la saison touristique et que cet automne elles rejoindront les files d'attente. A moins que l'Institut National pour l'Emploi ne jongle avec les chiffres et, en application de l'interdiction de travailler de 16 à 18 ans, il ne fasse «baisser» le nombre de chômeurs en faisant disparaître ces jeunes des listes...

La situation reste donc aujourd'hui identique. Pire, pourrions-nous dire, en raison des récentes déclarations du vice-président de l'Union des Oliveraies Espagnoles: «la cueillette des olives de cette année sera des plus mauvaises car dans la majeure partie des zones on n'atteint que 50% des prévisions, tandis que dans d'autres on n'atteint que 10% et dans certains cas il n'y aura même pas de récolte du tout» (3). Et pour bien montrer qu'il ne tournera pas longtemps autour du pot, il s'empresse d'ajouter: «en plus d'être une récolte inférieure de 80 à 90% à la normale, les olives ne seront pas cueillies parce que ça coûterait bien plus cher de payer les travaux de récolte que ce que l'on percevrait lors de la vente». Tout un programme!

DES LUTTES VERS QUELS OBJECTIFS?

Le revirement opéré par le SOC, abandonnant la lutte pour un emploi fixe vient d'être renforcé par la récente signature d'accords entre les «principaux partenaires sociaux»: Commissions Ouvrières et UGT d'une part, l'ASAGA et UAGA pour le patronat. Cet accord qui est intervenu le 10 août dernier ne porte que sur l'emploi communautaire, notamment sur la révision du salaire qui n'a pas été augmenté depuis la fin 79.

L'accalmie a été mise à profit pour préparer de nouvelles attaques contre l'emploi des ouvriers agri-

coles. Et il semble bien que seules les CNTs (les deux secteurs) poursuivent la lutte pour la défense de l'emploi et un poste de travail. C'est du moins ce qui ressort des dernières déclarations du secrétaire général du SOC (4) qui n'envisage plus que des actions «là où ne parviennent pas les fonds nécessaires pour donner du travail durant les quatre jours hebdomadaires prévus (comme c'est le cas dans plusieurs villages de la province de Cadix).

Mon propos n'est certes pas de considérer ces actions comme inutiles ou «réformistes» en soi. Quand des gens crèvent littéralement de faim (et je pense avoir montré ici qu'il ne s'agit nullement d'une figure de style) il est bien évident que l'on ne peut rejeter les pécules versés pour l'emploi communautaire. Mais en raison même de la nature de ces emplois, je ne peux que souscrire à la position de la CNT: «C'est pourquoi, tout en tenant compte que dans la situation actuelle l'énorme misère qui s'abat sur les journaliers nous oblige à ne dédaigner en aucun cas les sommes destinées à l'emploi communautaire et même à lutter pour qu'elles soient plus importantes encore, le véritable objectif de la lutte doit être la conquête d'un véritable travail fixe pour chaque journalier» (5). Dans ce sens, la plate-forme revendicative avancée est des plus claires: 35 heures de travail dans l'agriculture, la retraite à 55 ans, un emploi pour toute l'année pour les journaliers au chômage. ●

Miguel LINARES.

(1) Interview parue dans «Bicicleta» n° 29/30, été 80.

(2) in «El País» du 14/8/81.

(3) in «El País» du 22/8/81.

(4) in «El País» du 11/8/81.

(5) in «CNT» n° 6, juillet-août 81 (journal de la CNT - rénovée).



REMOUS NAZIS

BELGIQUE

A l'aube du 5 juillet 1981, de sinistres individus ont incendié le bâtiment abritant les locaux de la rédaction et l'imprimerie du journal hebdomadaire «Pour» (*). Le bilan est dramatique, puisque l'ensemble des dégâts se chiffre à près de 20 millions de francs belges.

Aujourd'hui, il ne reste plus grand chose, si ce n'est quelques amas de matériel carbonisé. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la destruction d'appareils sophistiqués fut effectuée de manière systématique, presque scientifique.

Pour les journalistes qui, depuis huit ans, s'employaient à faire entendre une voix différente au sein de la presse belge, cet attentat est signé. Il porte l'empreinte du fascisme.

Les raisons qui ont poussé quelques dignes héritiers des Chemises Noires à commettre un tel crime sont assez claires à expliquer.

Ayant eu, il y a quelques années, la courageuse idée de dénoncer tambour battant les activités troubles de l'extrême-droite locale, «Pour» était tout naturellement devenu une cible de choix pour tous les nazillons que compte le pays.

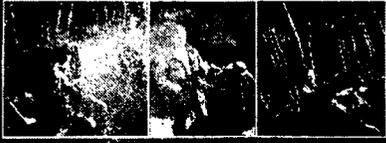
«Pour» ne loupait jamais une occasion d'informer la population sur le danger que représentait un fascisme agissant au grand jour sur l'ensemble du territoire. Nulle organisation réactionnaire ne fut épargnée. Aussi bien les groupes paramilitaires flamands «VMO» et «Jongeren Front» que le «Front

30 heures: travaillons mains, travaillons tous

POUR

Ce que la BSR ne veut pas savoir:

les camps d'entraînement militaire du VMO



Il y a 20 ans, Lumumba était assassiné

POUR

De dirigeant du Front de la Jeunesse
au Cabinet ministériel
de Cécile Goor

LA RESISTIBLE ASCENSION D'UN MILITANT FASCISTE

pe d'entraînement - fichage - infiltration des groupes de gauche - attentat
tion des groupes de gauche - attentat - camps d'entraînement - fichage

de la Jeunesse» furent mis au banc des accusés, pour avoir organisé dans les Ardennes des camps d'entraînement où la cueillette des champignons n'était certes pas l'activité principale.

«Pour» se fit aussi l'écho de certaines réunions regroupant dans de riches demeures, la fine fleur de l'Internationale Fasciste.

Il est donc aisé de comprendre quels furent les motifs qui poussèrent des nervis à détruire les locaux de ce journal. «Pour» l'empêchait de tourner en rond devant disparaître. Fort heureusement, c'est raté, puisque tel le Phoenix renaissant de ses cendres, ce journal reparait quelques jours plus tard en titrant, en première page: «Ils ne nous feront pas taire!».

«Pour» est donc sauvé. Ce sauvetage n'a pu avoir lieu qu'avec l'aide apportée par de nombreux collectifs progressistes, aussi bien belges qu'étrangers. Cependant, vous en conviendrez, l'alerte fut chaude. Aussi, permettez moi d'exprimer un souhait: il serait bon que dans l'avenir des agressions de la sorte ne puissent plus avoir lieu. Soyons, dès lors, prêts à riposter. •

Claude NEPPER.

(*) Si vous désirez prendre contact, «Pour» est édité par: «pour écrire la liberté asbl» administration et rédaction 14, rue de la Tulipe 1050 Bruxelles.



AGORA

Se sentant appuyée par des personnages plus ou moins mystérieux mais tous influents (« Pour » les a depuis démasqués) l'extrême droite belge n'a jamais hésité à casser de l'arabe, du turc ou tout simplement du gauchiste. Forte de ses succès, cette sinistre famille a vu ses organisations prendre un nouvel essor. Imaginez un peu: dans ce pays qui compte à peine 9.850.000 habitants, dont 800.000 étrangers, on ne trouve pas moins de huit organisations fascistes alors qu'en France, pays comptant presque six fois plus d'habitants, il n'y a guère qu'un nombre similaire de telles organisations.

Au Hit-parade des groupements xénophobes belges, on trouve le parti extrémiste flamand: La Volkunie, forte de sa quinzaine de députés au parlement. Particularité de cette organisation, ses élus, amis du régime Sud-Africain, refusent de donner suite au projet de loi visant à condamner le racisme et la xénophobie.

Ensuite nous trouvons le CEPIC qui n'est autre que l'aile droite du Parti Social-Chrétien (PSC-CVP). Le Baron de Bonvoisin, trésorier de ce groupement, entretient de si bons rapports avec certains éléments fascistes du «Front de la Jeunesse» (il va jusqu'à leur prêter son château pour qu'ils organisent leurs colloques) que l'hebdomadaire «Pour» titrait récemment: «FJ/CEPIC, la filière brune».

Puis il y a le «VMO», ce qui donne en français à peu près ceci: ordre militaire (ou militariste) flamand.

D'autres fréquentent les «Forces Nouvelles», formation proche du PFN français. Euro-droite oblige. Liés aux FNB on trouve le «Front de la Jeunesse» et le «Jongeren Front», spécialistes des ratonnades.

Pour clore la description de ce sinistre portrait de famille, il faut ajouter qu'il existe encore le «Parti Européen» et «REX».

La prolifération de ce genre d'organisations aussi racistes les unes que les autres, risque d'entraîner le pays sur la pente dangereuse des réveils au son d'une marche hitlérienne. ●

C. N.

FASCISTES A DECOUVERT

Raconter les seuls déboires de l'hebdomadaire «Pour» n'est pas suffisant, car l'activisme des groupuscules ou partis fascistes ne se résume pas à cet attentat. Il faut donner un bref aperçu de ce qu'est l'extrême-droite en Belgique qui, disons le tout de suite, est rarement inquiétée par les autorités. Il est vrai que la police, ou du moins certains policiers, préfèrent fichier des syndicalistes, des révolutionnaires, des adversaires du nucléaire, des homosexuels, etc... que de mettre le holà aux agissements xénophobes d'une poignée de racistes. Peut être est-ce une question de goût ou tout simplement la peur des coups qui les fait agir ainsi?

Toujours est-il qu'en Belgique l'extrême-droite se porte à merveille. Cette bonne santé s'explique aussi par le fait que des gens bien placés et ayant leurs entrées dans les ministères n'hésitent pas à la protéger. Quand ils affirmaient cela les animateurs de «Pour» savaient très bien de quoi ils parlaient. Ils savaient, par exemple, qu'un membre influent du CEPIC, l'aile droite du Parti Social-Chrétien, ne refusait pratiquement rien à son ami Emile Lecerf, leader des «Forces Nouvelles» belges.





kiosques kiosques kiosques

GRAPHISMES LIBERTAIRES

Ferro Piludu, «Segno Libero» (ed. Antistato, viale Monza 255, 20126 Milano).

● «Se préparer à communiquer librement, c'est se préparer à être un peu plus libre». Ferro Piludu et le groupe artisan de recherche visuelle s'y sont employés. A travers leurs nombreuses expériences d'animations (enfants, quartiers...) et leur aide à l'expression des luttes (groupes, mouvements...), ils ont réussi à dégager le langage graphique de la pesanteur militante du «réalisme socia-

liste». L'imagination réveille l'œil et le fait participer à l'action. Du signe au projet de message, de l'élaboration de l'image à sa mise en page, des supports muraux à la sérigraphie, cet ouvrage donne les bases théoriques et techniques élémentaires de la communication visuelle. Il devrait trouver sa place sur les tables de travail de tous les maquettistes de la presse libertaire, de tous les «faiseurs» d'affiches politiques. D'autant plus, que ce bouquin ne contredit pas ce qu'il défend: il est beau.

Tony ALVAREZ.

SUR LES INTELLOS

R. Lourau, «Le lapsus des intellectuels», éd. Privat.

● Un nouveau livre de R. Lourau. Un nouveau livre sur le rôle des intellectuels. C'est là un double événement qui mérite d'être souligné.

La thèse du livre: les débats des intellectuels font l'impasse sur un point, «véritable lapsus idéologique»: quelle est leur propre fonction sociale et idéologique?

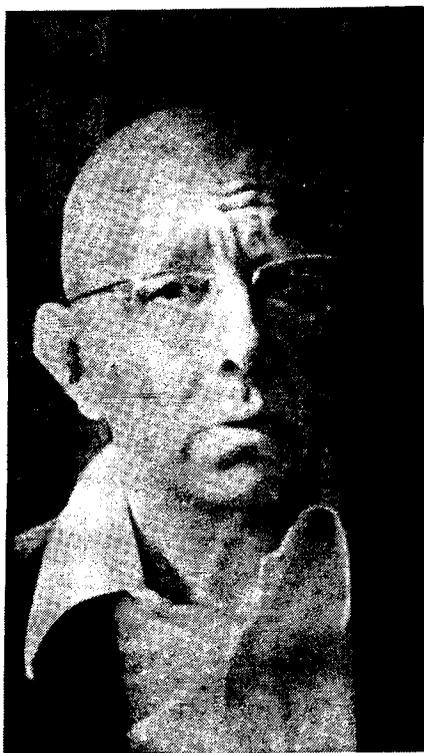
Remontant aux origines de l'intelligentsia française, à l'affaire Dreyfus; étudiant quelques cas précis (Zola, Breton, Aragon, Gramsci, Makaïski, Maïakovski, Basaglia, entre autres), Lourau procède à une classification selon trois concepts: l'intellectuel organique qui accepte volontairement ou pas son mandat social; l'intellectuel engagé qui opte pour des options progressistes ou conservatrices mais sans

trop se soucier de son rôle social; l'intellectuel impliqué enfin qui se caractérise précisément par le refus du mandat social.

L'auteur pousse assez loin cette volonté d'implication et on retrouve tout au long du livre cette remise en question dont l'aspect le plus criant est son «journal de bord» qui entrecoupe les divers chapitres.

Un livre à lire, absolument. Et on pourra piocher dans les nombreux ouvrages cités par l'auteur pour approfondir le sujet. Parmi ces livres, je recommande pour ma part: «La marche au pouvoir des intellectuels - le cas des pays de l'Est» de Szelenyi et Konrad (Seuil); «Les intellectuels face à l'histoire» de L. Janover (Galilée); «Les criminels de paix», ouvrage collectif dirigé par Basaglia (PUF); «Le socialisme des intellectuels» de J.W. Makaïski (Seuil, voir Agora n° 2).

Paul ASTIN.



POUR AVOIR FROID DANS LE DOS

C. Castoriadis, «Devant la guerre», ed. Fayard.

● Dans son dernier livre, Castoriadis s'attache à dresser un constat impitoyable de la puissance militaire soviétique. Dans la première partie, il brosse un tableau, qui semble très complet, de l'arsenal russe, ce qu'il appelle: la «quincaillerie». La suprématie soviétique, tant au niveau de la qualité que de la quantité de matériel produit, ne laisse pas d'être impressionnante.

Mais, c'est surtout par la seconde partie du volume que notre intérêt a été attiré. On y retrouve, certes, l'analyse de la «stratocratie» russe mais envisagée sous des angles originaux. Et, l'analogie établie entre la fin du langage en URSS et «1984» est des plus concrètes et parlantes. Par contre, lorsque

Castoriadis écrit: «La Laideur, marque infaillible de tous les produits du régime, depuis ses «œuvres d'art» officielles, jusqu'au «style» de ses dirigeants», il attribue aux notions de «Beauté» et de «Laideur» une valeur a-historique non exempte d'ambiguïtés.

L'étude du poids et de la nature de l'appareil militaire mérite une lecture très attentive. D'autant que «les orientations essentielles de l'armée (...) deviennent les orientations du régime». Ce qui est d'une importance capitale si l'on affirme avec Castoriadis (et ses arguments sont loin d'être négligeables) que cette nouvelle société russe n'est tournée que vers un but: l'expansion. Ce qui, à la réflexion, risque de nous concerner directement.

Une suite à cet ouvrage doit paraître cet automne. Espérons que les russes pourront patienter jusque-là.

V. MARCOS.

« L'IMPATIENT »

● C'est le titre du « mensuel de défense et d'information des consommateurs de soins médicaux » qui en est à son 46^e numéro. Joliment réalisé, on y trouve tout ce qui permet de résister à l'omnipotence médicale. A patient passif, docteur mandarin. Si vous n'êtes pas satisfaits par votre ignorance des traitements, des maladies, par la méconnaissance en définitive de votre corps, les rédacteurs de « L'Impatient » vous répondront: « L'ignorance? pas de panique, ça se soigne! ».

« L'Impatient »
9, rue Saulnier
75009 Paris.

NON à la course au profit



ON A AUSSI RECU

- « Nucléaire: refus immédiat ». Brochure éditée par des militants de l'OCL (c/o « Acratie », B.P. 25, 40300 Peyrehorade).
- Gaston Couté, Œuvres Complètes, 5 tomes (éd.

A BAS LA CALOTTE!

Y. Frémion, « Le libre sonneur » (éditions P.Y.A.F., 5 avenue de la Résidence, 92160 Antony).

● D'accord c'est cher, trop cher. Mais, par pitié, que les râleurs et autres pingres ne fassent pas un détour. Ce vieil anar de Ménalque foutant le souk dans un village catho-socialiste: c'est de la joie rebelle pour tous les casseurs d'évidences que nous voulons être. Enfin, quoi, il a raison: pourquoi accepter l'heure fixée par les cloches de la calotte? Et si on se faisait notre heure à

nous? Je me souviens que lors d'une occupation (parmi tant d'autres) de la fac de Toulouse un mec s'était acharné à casser à coups de barre toutes les pendules de la vénérable institution, en affirmant, tranquille, que « ça aussi c'est de l'idéologie ». Ce mec-là s'appelait peut-être Ménalque. Va savoir.

En tout cas, c'est dit, à la prochaine réunion de rédaction je propose l'achat d'une cloche et je m'inscris pour être le premier librisonneur d'Agora. Frémion va être content de moi.

Tony ALVAREZ.

(apartado postal 12-818, Mexico-12, D.F.):

- « Sacco y Vanzetti ».
- Emma Goldman: « La hipocresia del puritanismo y otros ensayos ».
- Mollie Steimer: « Toda una vida de lucha ».

SUS AU PATRIOTISME

Gaizki-Ikasi Maketo, « Contre le racket abertzale, ou les insolences anti-patriotiques d'un métèque », éd. Distance.

● Difficile de présenter un livre aussi dense en thèmes abordés. Impossible, dans ce bref espace, d'exposer les principales thèses tout en critiquant celles, au pluriel, que je ne souscrit pas.

On y trouve en vrac: le nationalisme dénoncé comme patriotisme, donc étarisme; l'inexistence de cultures différentes et spécifiques selon les nations (pardon, les régions et les

états dirait l'auteur); la dénonciation de l'autogestion comme gestion ouvrière du capital; la critique du concept de prolétariat qui n'est pas « une catégorie sociale ou économique d'hommes - les travailleurs - mais un mode d'être » et l'affirmation que « dans le capitalisme achevé, tous les hommes sont des prolétaires ».

Autres thèmes abordés: patriotisme égal à nationalisme donc chauvinisme, xénophobie, voire racisme; nationalisme égal à collaboration de classes; ETA comme avant-garde marxiste-léniniste de par ses méthodes et ses buts. On trouvera également un rapi-

de historique du PNV et de l'ETA (ainsi que ses scissions multiples).

Au chapitre « anarcho-chauvinisme », on retiendra d'abord que le groupe « Askatasuna » est baptisé pour l'occasion d'« anarcho-syndical-chauvin ». Ensuite, selon l'auteur, si certaines « sectes anarchistes donnent dans le nationalisme, c'est qu'il y a dans cette idéologie (...) l'occasion de remettre sur le tapis le principe du fédéralisme libertaire et s'assurer ainsi une crédibilité politique ».

Beaucoup de choses, donc, à discuter. On pourra regretter que le « style situ » et la rédaction « tripale » ne favorisent guère le débat. Regretter aussi qu'à côté des critiques et dénonciations ne figurent guère des propositions et alternatives. Mais il est vrai que l'auteur s'interdit une telle démarche puisque « la fonction de tout parti, tout groupement ou addition d'individus (...) c'est d'être un racket au service du capital ».

Je n'en recommande pas moins la lecture ne serait-ce que pour approfondir et/ou critiquer ses thèses. Ne serait-ce aussi que parce que cette voix pour le moins dissidente en Euskadi provoque des remous...

On peut se le procurer pour 30 Frs chez l'éditeur:

Editions « Distance »
B.P. 54
64200 Biarritz.

Julien DREUX.



LA LIBERTÉ, ENCO



DRE ET TOUJOURS !



AGORA

REVUE LIBERTAIRE

BIMESTRIELLE

B.P. 1214

31037 - TOULOUSE - CEDEX.



AGORA



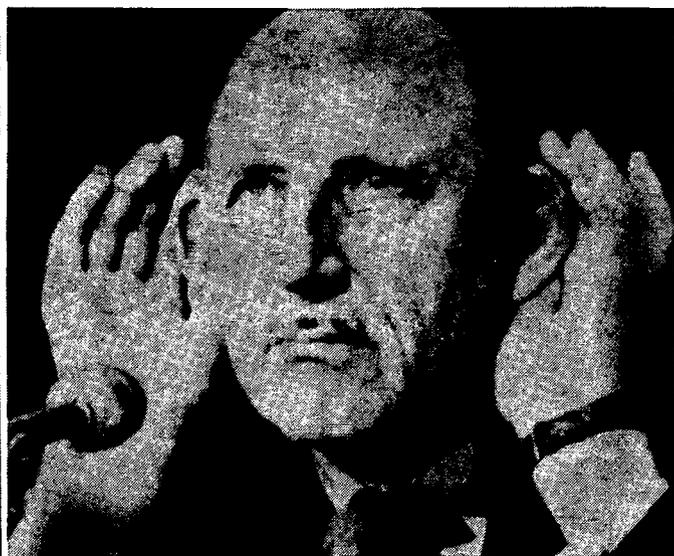
les recettes de tatie eronstadt

“DIS, TATIE, RACONTE MOI LA PRESSE.”

deux moyens d'action : conférences et communiqués de presse

Le livre de Claude Boris « Les Tigres de Papier » contient un véritable mode d'emploi de la presse traditionnelle : comment passer un communiqué, organiser une conférence de presse, dans un magnifique traité des « principes élémentaires de contre-manipulation ». Plus loin, dans sa radioscopie de la grande (!) presse, il fait un tour d'horizon des principaux organes, les décortiquant et indiquant, outre leur tirage et le profil de leur lecteur, leur « degré d'accessibilité » face à la diffusion de nouvelles marginales ou contestataires, parfois même leurs horaires de bouclage !

Voilà donc quelques « Filières » de communication



● Le poster en page précédente est disponible à la rédaction d'Agora. Si vous voulez nous aider à faire connaître la revue (affichage sur les vitrines des librairies la diffusant, ou ailleurs...) n'hésitez pas un seul instant : passez-nous vos commandes. Ce poster vous sera envoyé au plus vite et à nos frais.

Quelles sont les méthodes préférables à ces communiqués trop secs, qui se perdent dans les sables mouvants des rédactions ? Il y a d'abord les communiqués plus proches du compte-rendu que de la profession de foi, donc essentiellement consacrés à l'événement : ils ont davantage de chances d'apparaître dans le journal comme éléments d'information et d'être incorporés à un article sans trop subir de mutilations. Dans le meilleur des cas, ils perdent même leur caractère de communiqués pour devenir partie intégrante de l'information publiée par le journal ou la station de radio et se trouvent dans la plus « payante » des situations possibles, perdant aux yeux du lecteur méfiant cette marque d'origine qui en affaiblit (même si c'est à tort) la crédibilité : on évite alors le préjugé défavorable avant lecture.

Autre voie pour atteindre les journaux : la conférence de presse. Une conférence de presse, sauf dans le cas d'un événement exceptionnel, ne doit donc jamais s'improviser. La plus mauvaise des solutions, au départ, est d'expédier une convocation impersonnelle à « M. le Rédacteur en Chef », car elle aboutira en général à la corbeille à papier.

(...) Autre élément important et souvent négligé par ceux qui « convoquent » les journalistes : à moins d'être ministre, il est très aléatoire d'essayer de réunir les représentants de la presse vers 18 heures, comme certains s'obstinent à le faire. Cela, pour la simple (et bonne) raison qu'à cette heure-là, sauf si l'information possède un caractère de grande urgence, les journalistes des quotidiens du matin sont en train de faire leur journal, tout comme ceux de la radio préparent les éditions du soir. Ils préfèrent donc, pour de banales raisons techniques, se trouver à leur rédaction. De plus, la proximité du bouclage rend difficile de trouver de la place dans un journal dont presque toutes les colonnes sont déjà, à ce moment, réparties. Le problème est plus grave encore à la télévision à cause des délais de montage et de préparation. Quant au journaliste d'un quotidien du soir, il fera la grimace parce qu'il est au travail depuis au moins 7 heures du matin.

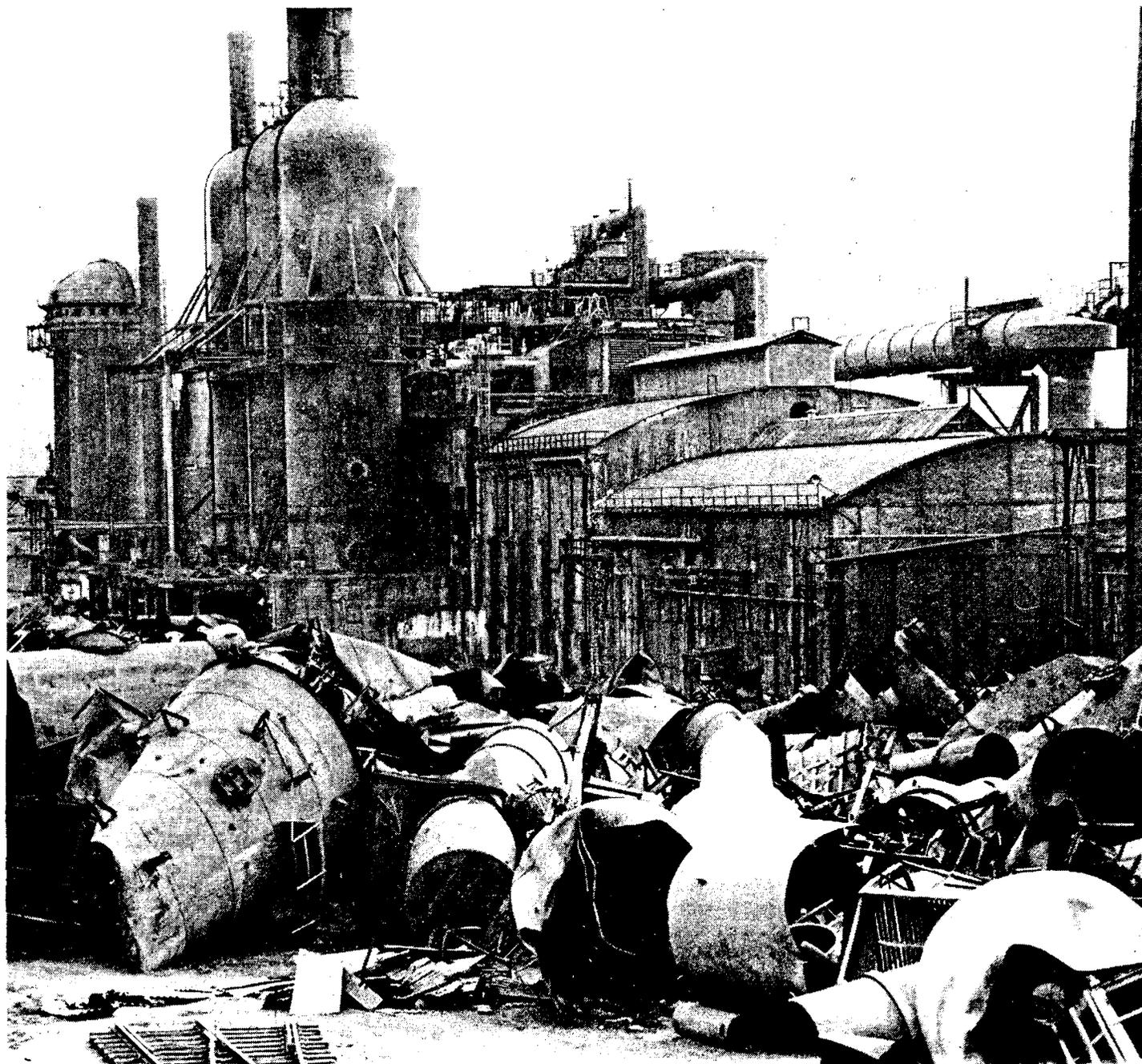
La meilleure heure se situe en 14 et 16 heures : ce moment convient à tout le monde. Ce n'est pas là une préoccupation de détail : de nombreuses conférences de presse échouent faute d'avoir été fixées à une heure compatible avec les impératifs de fabrication des organes de presse. Il ne faut pas non plus négliger le problème des hebdomadaires qui ne sont pas rédigés la veille de leur parution ! Pour ceux qui paraissent le lundi, le jeudi est la limite et le mercredi le meilleur jour. En règle générale, il ne faut pas descendre en dessous de quatre jours avant la date de mise en vente dans les kiosques ou les librairies.

Inutile de commencer une conférence de presse par une diatribe « dénonciatrice » : il faut commencer par exposer les faits avec un maximum de clarté. Ce qui est connu doit précéder ce qui l'est moins.

(...) Tout comme pour les autres organes de presse, il est important d'établir des contacts personnels avec les journalistes de l'A.F.P. Il faut encore savoir que, lorsque l'on n'est pas pressé, il est plus efficace de passer un communiqué ou une information vers 19 heures. Les rubriques les plus accessibles et les plus « compréhensives » sont les informations générales, la rubrique sociale, la rubrique universitaire et celle de l'environnement. Il ne faut jamais oublier que l'A.F.P. est le plus important organe de presse français après l'O.R.T.F.

ÉCOLOGIE ET LIBERTÉ

REPERES



«Jusqu'à présent, toutes les révolutions sociales ont échoué parce que le fracas des machines couvrait les appels du tocsin». Murray Bookchin est le tenant d'une conception écologique très ample qui englobe tout aussi bien le social que le biologique. A l'heure où fleurissent en France tant de projets «alternatifs», il est bon de souligner avec lui que la seule écologie réaliste est celle qui change radicalement les rapports sociaux tout en cherchant à «combler ce qui sépare les hommes vivants des machines mortes».

Murray Bookchin est récemment venu en Europe. Au printemps dernier, il a débattu d'Anarchisme et écologie à la Rote-Fabrik (centre culturel de la jeunesse) de Zurich. En Italie, après des conférences à Turin (24 avril) et à Milan (25 avril), il a participé au séminaire «Écologie de la liberté» organisé par le Centre d'Études Libertaires «G. Pinelli» de Milan le 26 avril. À cette occasion, on a pu lui poser quelques questions sur le mouvement libertaire américain et sur son œuvre.



■ Quelle est la situation du mouvement libertaire aux USA ?

□ Nous devons être très prudents dans l'utilisation du terme «libertaire» aux USA, surtout depuis qu'il a été associé à ceux qu'en Europe vous appelez les anarcho-capitalistes. Quand on emploie le mot «libertaire», la première réaction des américains est de penser aux anarcho-capitalistes, aux anarchistes du «laissez-faire». C'est pourquoi il est plus courant d'utiliser le terme d'anarchiste, ou de libertaire bien sûr, mais à condition qu'il soit caractérisé, par exemple, socialiste libertaire, communiste libertaire, etc.

Pour qui observe le mouvement anarchiste aux USA, je dirais, avant toute chose, qu'il n'existe pas un réel mouvement organisé, mais que, cependant, il y a des tendances anarchistes et libertaires assez répandues. Il existe des groupes, dont certains aiment à s'intituler confédération ou organisation, mais en réalité il s'agit seulement de groupes, fréquemment sans aucun lien entre eux. Il y a aujourd'hui, beaucoup plus que par le passé, des radicaux qui s'estiment plus proches de l'anarchisme que de n'importe quelle autre tendance révolutionnaire. Les autres mouvements sont d'ailleurs en crise: le mouvement socialiste, ainsi d'ailleurs que le parti socialiste, est pratiquement mort; les socio-démocrates sont de plus en plus proches des libéraux; le parti communiste est si petit qu'il ne joue réellement aucun rôle. Ainsi, lorsqu'on parle aujourd'hui de la gauche américaine, on parle en grande partie des anarchistes et des différentes tendances socialistes libertaires.

Il y a en effet des groupes qui se sont unis pour former des fédérations anarchistes: par exemple, la *North American Anarchist Federation* (qui existe aux USA et au Canada), mais, à mon avis, il s'agit d'une très petite organisation qui a une influence assez réduite. Il y a également la *New England Anarchist Conference*, en pleine ébullition, cherchant à se définir avec précision, qui est certes beaucoup plus importante quant au nombre de militants, mais qui doit encore se doter d'un clair projet anarchiste. Ce groupe est composé en grande partie de personnes actives dans les différentes associations anti-nucléaires qui existent aux USA (la plus importante d'entre elles étant la *Clamshell Alliance*). Ils sont organisés, non pas sur des bases géographiques, mais sur des critères d'affinité; précisons enfin qu'ils ne se reconnaissent pas dans l'anarcho-syndicalisme. Il y a ensuite la *Socialist Revolutionary Anarchist Federation*, qui publie un journal sous le même titre (*SRAF*), mais franchement, je ne sais même pas si elle existe encore tellement elle fait peu parler d'elle. Il ne faut pas négliger les relations que les anarchistes du Canada, en particulier ceux du Québec et de la Colombie Britannique, entretiennent avec ceux des USA. En résumé, il y a beaucoup de jeunes, toujours plus nombreux, qui se reconnaissent — à des niveaux de conscience différents — dans l'anarchisme; des groupes un peu partout qui se définissent en tant qu'anarchistes, et dont une petite partie est regroupée dans les organisations; certains d'entre eux sont plus marqués par la tradition anarcho-communiste et anarcho-syndicaliste du mouvement; d'autres — parmi lesquels la *N.E.A.C.* dont je suis

...reconstruire une présence libertaire

membre – sont plus engagés sur le front des luttes écologistes, féministes et locales.

■ A l'origine, le mouvement anarchiste aux USA a été surtout un mouvement « importé ». Quelles sont aujourd'hui les relations entre les mouvements anarchistes des « étrangers » (désormais en déclin) et le mouvement américain ?

□ Ceci est, sans aucun doute, un des problèmes essentiels qui nous est posé aux USA. Ce n'est pas seulement l'anarchisme, mais le socialisme dans son ensemble qui est venu d'Europe : jusqu'aux années 40, et même 50, il y a eu une solide présence « européenne » dans le socialisme et l'anarchisme, présence étroitement liée à une façon, très européenne, de poser les problèmes du mouvement ouvrier. D'autre part, ici en Amérique, si nous revenons en arrière de trois siècles, jusqu'à la révolution américaine, nous trouverons une tradition libertaire qui, dans son esprit, a été anarchiste. Les USA, comme la Suisse, exaltaient, à l'origine, leur caractère confédéral, qui accordait beaucoup de droits aux communautés locales : aujourd'hui, nous anarchistes américains, en reconstruisant une présence libertaire, nous voulons nous rattacher à cette tradition de notre histoire. Nous cherchons ainsi à rassembler le meilleur de la tradition européenne et de notre histoire. Nous sommes, en fait, convaincus que l'on doit avoir un projet américain, une sensibilité américaine, pour pouvoir développer un mouvement anarchiste puissant qui pèse vraiment sur la réalité sociale. Pour moi, ce problème est d'une grande importance, même si en Europe on a l'impression que cela est très dépassé. Les américains croient beaucoup à l'autonomie individuelle, ils croient en somme que moins il y aura de gouvernement, mieux ça ira. Même l'opinion la plus répandue sur la propriété est intéressante : pour beaucoup de gens, la propriété est importante, non parce qu'elle t'enrichit, mais parce qu'elle assure ton indépendance, avant tout face à l'Etat. C'est pourquoi je soutiens qu'il y a une forte tradition de caractère anti-autoritaire aux USA. Et c'est à partir de cette donnée que moi et mes camarades de la Nouvelle-Angleterre – où cette tradition a des racines plus profondes que partout ailleurs aux USA – pensons qu'il faut reconstruire un puissant mouvement anarchiste américain. Je pourrais te citer, par exemple, les assemblées générales qui traditionnellement se tiennent encore aujourd'hui dans certaines localités de la Nouvelle-Angleterre, pour traiter les problèmes les plus importants concernant la communauté. Certes, parfois elles sont réduites presque à un rite, mais nous pensons qu'il faut tenter de les revitaliser, en développant le contrôle local, l'action directe et en même temps en dénonçant les méfaits de la bureaucratie, les dangers contenus dans l'Etat policier et, plus généralement, dans l'Etat tout court. Ceci, évidemment, dans toutes les localités où ces assemblées se tiennent encore.

■ Quelle est la situation légale des anarchistes et de l'anarchisme aux USA actuellement ?

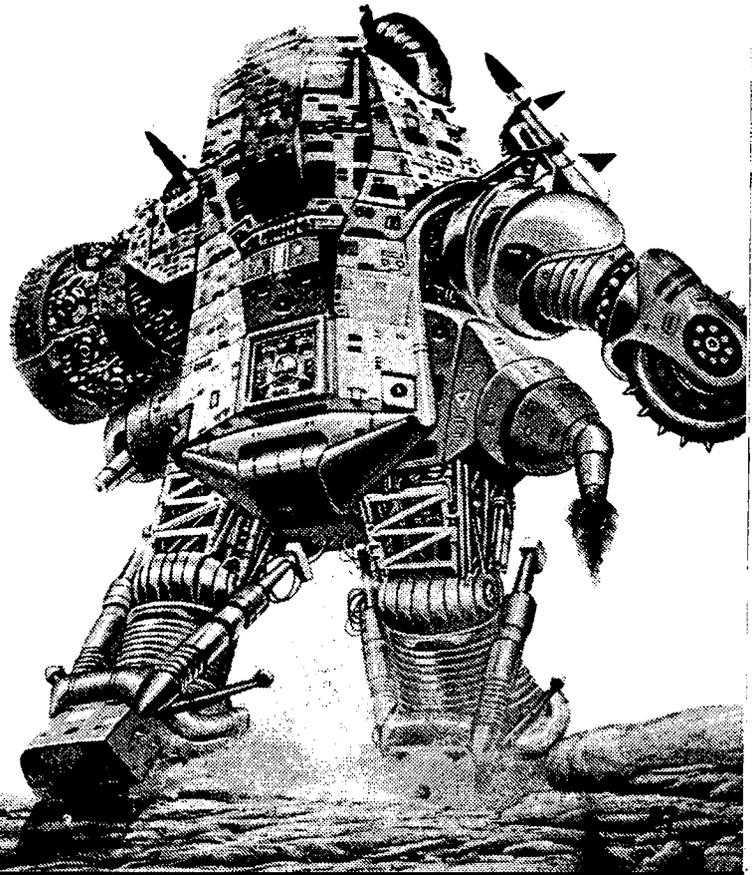
□ Franchement, elle n'est pas mauvaise ; elle n'a rien de commun avec celle qui existe, par exemple, en Allemagne. Le mot « anarchie » ne provoque pas de frayeur, ne serait-ce que parce que de nombreuses personnalités aux USA se sont publiquement déclarées anarchistes (Lewis Mumford, Paul Goodman, Ted Rojak, etc.). Ensuite, parce qu'il y a eu une longue tradition d'Ecoles Ferrer qui, antérieurement, ont fait connaître

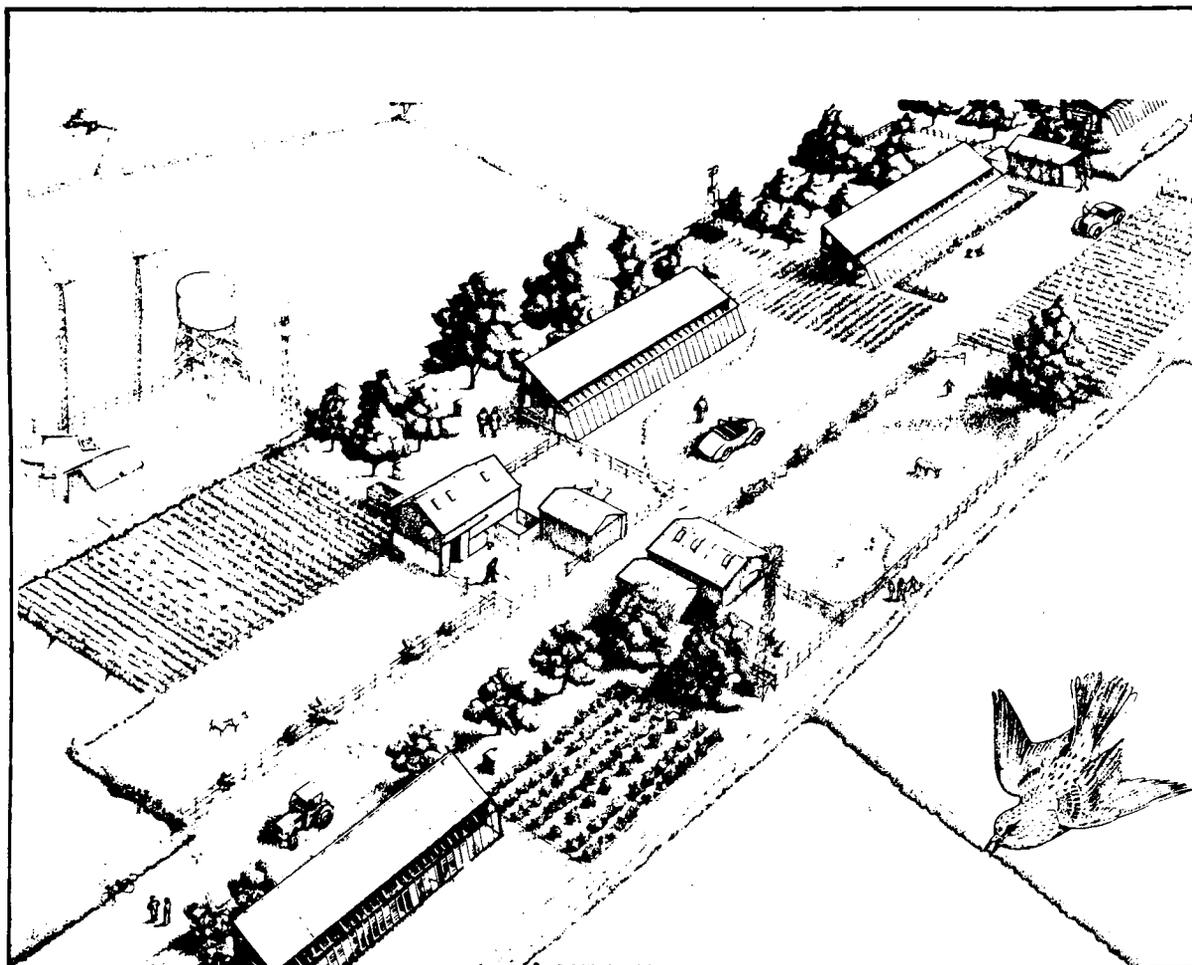
de façon constructive le terme d'anarchie. Et puis il y a Emma Goldman, très célèbre, surtout dans l'immense mouvement féministe. Ses livres sont énormément diffusés. Moi-même, je collabore à des quotidiens et à diverses publications en tant qu'anarchiste. Et, franchement, je n'ai jamais rencontré d'obstacles.

■ Plusieurs années après sa parution, et surtout après la crise énergétique de 73, n'y aurait-il pas à revoir certains aspects de ton ouvrage « Post-scarcity anarchism » (L'anarchisme par-delà la pénurie) ?

□ Non. Aux USA presque toutes les estimations sur les réserves de pétrole sont fournies par les grandes administrations et elles mentent fréquemment afin de pouvoir justifier des hausses de tarifs. Dans ma critique au travail de Gorz, « *Ecologie et politique* », je passe en revue un certain nombre de chiffres et de déclarations d'experts assez impartiaux, afin de démontrer que, probablement, nous détenons beaucoup plus de ressources que nous pensons. Dans certains cas, elles pourraient durer plusieurs générations en satisfaisant les besoins mondiaux au niveau de consommation actuel. La crise s'est produite aujourd'hui : la pénurie est le résultat, non pas de difficultés naturelles, mais des changements structurels dans le capitalisme des grands trusts. Les organisations multinationales ont aujourd'hui un contrôle sur les structures du marché et sur les prix beaucoup plus grand qu'elles n'en ont jamais eu dans d'autres périodes du capitalisme. Elles peuvent monter les prix quand elles veulent et elles le font en jouissant d'une scandaleuse impunité. Elles contrôlent les marchés clés et les systèmes de distribution mondiaux.

Pense aux extraordinaires caractéristiques de la nouvelle « crise économique » qui marquent notre époque. Dans une période de chômage massif et de baisse de la production, les prix continuent à monter au lieu de





diminuer. Il en va de même pour les taux d'intérêt et pour le coût de la vie. En même temps, surtout dans le secteur de l'industrie énergétique, les profits atteignent des sommets incroyables. Nous n'avons jamais connu auparavant un tel type de « crise économique ». Je me souviens, en 1930, lorsque la Grande Dépression provoqua la chute de tout, y compris celle des profits. Et la même chose se produisit dans les crises successives. A présent nous avons par contre des prix, des profits, des intérêts, une inflation qui grimpent jusqu'au ciel et en même temps du chômage, un niveau de vie en baisse, un pouvoir d'achat en déclin. Je ne peux qu'en conclure que les grandes multinationales ont maintenant un contrôle complet de l'économie — de la production à la vente au détail — et qu'elles peuvent réaliser d'immenses profits en produisant moins mais en demandant un prix plus élevé pour chacun de ces produits. Le mythe de la « pénurie » fournit une excuse idéologique parfaite à ce processus d'exploitation et de saccage des pauvres. Et, j'en ai honte pour eux, de nombreux écologistes américains ont donné leur aval, très ingénument, à cette idéologie.

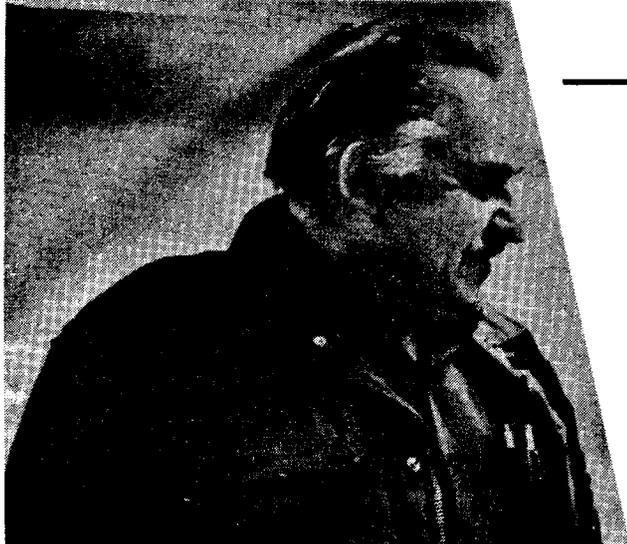
Enfin, je veux qu'il reste bien clair que le mot « *post-scarcity* » ne désigne pas une abondance foisonnante. Il serait absurde de nous transformer en consommateurs d'une énorme quantité de biens, passant notre vie dans une inconscience animale, collés à la télévision, buvant du coca-cola et nous gavant de nourritures fines jusqu'à notre tombe. Le capitalisme a produit une malédiction : le mythe d'une nature avare possédant peu de ressources qui doivent satisfaire des besoins illimités. Malheureusement, même Marx en louant le capitalisme pour ses réalisations technologiques et pour sa capacité à créer des « besoins », a été victime de ce mythe. « *Post-scarcity* » n'est pas un essai pour proposer les merveilles de l'abondance. C'est plutôt une tentative pour exorciser ce mythe, pour finalement éliminer cette tyrannie idéologique en montrant qu'il

y a, dès maintenant, plus qu'il n'en faut pour que chacun puisse jouir d'une abondance matérielle avec le minimum de fatigue. Les gens peuvent maintenant choisir le type de vie qu'ils veulent, un type de vie qui soit plus simple et qui demande une plus grande activité physique, comme le jardinage par exemple, plutôt que d'être hypnotisés et de se rendre malades, physiquement et intellectuellement, en consommant une série infinie de produits véreux dans une société « anarchiste ». Selon moi « *Post-scarcity anarchism* » signifie le droit de choisir, et non pas le « choix » d'une vie aliénée et malade, noyée dans l'abondance. A présent cette possibilité doit être concrétisée, sinon la « lutte » pour atteindre l'abondance empêchera toujours la construction d'une société libre. ■

propos recueillis par
Paolo FINZI.

ELEMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

- « *Ecoute, camarade* » (Listen, marxist) (CIRA).
- « *Vers une technologie libératrice* » (Librairie Parallèle).
- « *Pour une société écologique* » (Ch. Bourgeois, 1976).
- « *Post-scarcity Anarchism* » (Ramparts, 1971).
- « *On spontaneity and organisation* » (Anarchos, 1972).
- « *Los anarquistas españoles* » (Grijalbo, 1980).



AUTO-PORTRAIT

Je suis littéralement né au sein du mouvement révolutionnaire. Mes grands-parents maternels étaient membres du parti social-révolutionnaire russe, les fameux narodniki ou populistes, qui furent énormément influencés par Bakounine, même si ce fut indirectement. Ayant vécu en Bessarabie, à la frontière entre la Russie et l'Empire austro-hongrois, ils participèrent activement aux transports de matériel et de propagande révolutionnaire à l'intérieur et à l'extérieur de la Russie tsariste. Ma grand-mère maternelle et ma mère furent obligées de quitter la Russie après la Révolution de 1905, alors que la nuit contre-révolutionnaire recouvrait le pays. Elles s'installèrent à New-York, où immédiatement elles participèrent au Club des travailleurs russes, dont de nombreux membres étaient anarchistes. Ma mère, ouvrière, adhéra au syndicat révolutionnaire I.W.W. pendant la période la plus dramatique de cette organisation. Elle me raconta beaucoup d'anecdotes sur «Big Bill» Baywood, sur Emma Goldman, et sur d'autres fameux révolutionnaires de ce temps-là.

L'AGE DES PROFESSEURS STALINIENS

Je suis né en 1921 à New-York, à l'heure où tout un monde d'idées révolutionnaires et de nombreux exilés politiques, surtout russes, agitaient le milieu où je voyais le jour. Je commençais, en fait, à parler en russe, mais mes parents, qui s'étaient rencontrés au siège de l'I.W.W. et qui étaient tous deux d'origine russe, cessèrent de s'adresser à moi en cette langue. Ils voulaient éviter que je parle avec un accent étranger. J'ai perdu ainsi tout ce que je savais du russe: je me souviens seulement des chants révolutionnaires et de quelques paroles apprises étant enfant. J'ai grandi en écoutant les histoires des grands révolutionnaires russes: Stenka Razine et Emilien Pougachev prirent la place de Robin des Bois et de Daniel Boone. En 1930, à 9 ans, je suis entré dans les Jeunes Pionniers, le mouvement communiste qui regroupait les enfants. Je devais y apprendre tout du marxisme, du léninisme, de l'histoire du socialisme, des révolutions, du mouvement ouvrier, etc. Si j'ai tiré une leçon de cette expérience, c'est qu'un enfant même très petit, pourvu qu'il soit suffisamment motivé, peut absorber une quantité énorme d'informations, beaucoup plus que ne peuvent l'imaginer les adultes et les enseignants eux-mêmes. Bien que j'eusse une compréhension très limitée et passablement naïve de ce que mes professeurs staliniens me faisaient avaler, je me souviens de cette période (la grande dépression, l'apparition du fascisme allemand, les queues devant les boulangeries, les grèves et, plus tard - en 34 - la révolte des travailleurs autrichiens à Vienne et des mineurs aux Asturies) avec autant de précision que de la guerre du Viet-nam ou du mai 68 français.

Les années 30 marquèrent l'apogée du mouvement ouvrier, non seulement en Europe mais aussi en Amérique. Il y eut de grandes grèves qui commencèrent avec l'occupation des usines à Paris en 1935 et que poursuivirent avec les mêmes méthodes les travailleurs américains. Le nouveau syndicat C.I.O. se propageait dans toute la nation et il y eut des conflits sanglants pour pouvoir syndicaliser les travailleurs de l'acier, de l'automobile, des mines, des transports et du textile. Comme mes parents étaient ouvriers et très pauvres, je ne pouvais me permettre de rester sans occupation, et je fus amené à travailler très tôt: d'abord comme vendeur de journaux, ensuite dans les grandes usines du New Jersey. C'est là, dans une fonderie, que j'ai commencé à m'intéresser au militantisme syndical, pas sous sa forme bureaucratique, mais en tant que délégué de section (shop steward), ensuite comme secrétaire de l'union syndicale et comme organisateur, seulement rémunéré lorsque je devais m'absenter de mon travail. Plus tard, après avoir passé une période à l'armée, je suis devenu un travailleur de l'automobile, au temps où l'United Automobile Workers (U.A.W.) était encore le syndicat le plus actif et démocratique, je dirais même le plus révolutionnaire après l'I.W.W.

Cependant trois choses commencèrent à influencer profondément ma vie: dans les années 35-36 l'Internationale communiste toute entière passa des positions ultra-gauche de lutte révolutionnaire à une claire position réformiste de compromis avec la bourgeoisie (le front populaire). J'abandonnai la Ligue des Jeunes Communistes (entre-temps j'étais en effet passé de l'organisation des enfants à l'organisation de la jeunesse) et tentai de fonder un nouveau mouvement réellement révolutionnaire. La révolution espagnole me ramena dans les rangs de la Ligue Communiste, car je ne réussis pas à trouver une quelconque organisation au travers de laquelle je puisse aider l'Espagne. Les communistes, travaillant avec les démocrates, monopolisaient totalement le mouvement new-yorkais de soutien à l'Espagne (Support Spain). En particulier, la révolte de mai 1937 à Barcelone me troubla: je ne pouvais croire qu'une révolte aussi large des travailleurs fut inspirée par les fascistes et que les anarchistes n'étaient que les agents du fascisme. Je rompis délibérément avec la discipline du Parti et j'allais écouter Norman Thomas, le leader du Parti Socialiste américain qui faisait un compte rendu de sa visite en Espagne. Je fus bouleversé par ce qu'il rapporta des intrigues des communistes dans ce pays: j'avais seize ans et j'étais encore très naïf, mais mon expérience, si limitée fut-elle, et mes profonds instincts révolutionnaires en furent très secoués. Les procès de Moscou, enfin, détruisirent complètement la confiance que je portais aux communistes. Je ne pouvais arriver à croire que mes vieux «maîtres» bolcheviks, en particulier Boukharine, étaient devenus des agents de Hitler, et je ne me sentais pas disposé à soutenir Roosevelt comme le demandait la ligne du Front Populaire. En 37-38 j'étais en «odeur d'expulsion» des jeunes communistes: j'invitais des trotskistes à faire des conférences dans mon groupe de jeunes et je lisais librement tout ce que je voulais, me moquant éperdument de l'Index du parti. Finalement, je fus expulsé en 1939 et je devins trotskiste. Mais chez ceux-ci, tout ce que j'avais vu et critiqué dans le mouvement communiste, se répéta à nouveau. Au milieu des années 40 je cessais d'être un léniniste, de quelque espèce que ce fut: progressivement je me plaçais sur les positions du socialisme libertaire, et au début des années 50, sur celles de l'anarchisme. Je pense que ce fut la révolution hongroise et le débat, tout relatif, de 1956,

qui m'amena à m'affirmer anarchiste. Je commençai ainsi à étudier très sérieusement l'histoire de ce mouvement, en particulier la révolution espagnole. Ce qui compléta, pour ainsi dire, mon éducation politique, fut le déclin du mouvement ouvrier en Amérique. J'avais milité pendant 10 ans dans l'industrie lourde, en tant que syndicaliste, révolutionnaire, dans la plus radicale et active organisation de cette époque: la U.A.W. Avant qu'elle ne soit détruite par les bureaucrates, en 1947 ou 1948, je participai à la grève de la General Motors qui dura des mois et des mois. Quand nous gagnâmes la grève et retournâmes au travail, je me rendis compte d'un changement total aussi bien dans l'organisation que parmi les travailleurs. Il était clair désormais que le syndicalisme était maintenant accepté par la bourgeoisie; que les travailleurs avaient abandonné leur esprit révolutionnaire et étaient seulement intéressés par les avantages matériels; il régnait en somme une atmosphère de démobilisation dans la classe. Je compris soudain que la révolution espagnole avait été l'apogée et en même temps la fin de cent ans d'histoire révolutionnaire de la classe ouvrière. Je commençai à revoir entièrement l'histoire du mouvement ouvrier, de juin 1848 à juillet 1936, et mes idées furent exprimées dans le dernier chapitre de mon livre «Les anarchistes espagnols» et dans mon article «Autogestion et nouvelle technologie» qui à présent a été réédité dans «Pour une société écologique».

L'ANARCHISME
N'EST PAS UNE IDÉOLOGIE «CONGELÉE»

Je commençai donc à réexaminer toutes mes idées. En 52, j'écrivis un article sur l'écologie, qui en 1962 devint un livre: «Notre environnement artificiel», et plus tard un traité anarchiste sur le même argument («Post-scarcity anarchism»). Je suis maintenant en train de terminer un volumineux travail «L'Écologie de la liberté», qui rassemble tout ce que j'ai pu développer depuis 1950. Je commençai donc à me tourner vers le mouvement anti-nucléaire, délaissant le mouvement syndical (qui, d'un point de vue révolutionnaire, est actuellement complètement moribond), et, depuis lors, j'ai toujours été très intéressé par tout ce qui touche à l'écologie. Je commençai également à examiner le rôle de la hiérarchie, et non plus seulement celui des classes, et j'ai été convaincu que la révolution devait également se faire dans les cuisines, les chambres à coucher, en réalité, au sein même de la sensibilité individuelle, et pas seulement dans les usines. C'est pourquoi je me suis énormément intéressé au nouveau féminisme qui, dans ses meilleurs aspects, soulevait implicitement de tels problèmes. Enfin, en cherchant une alternative au syndicalisme, j'ai été amené à étudier l'anarcho-communalisme (je ne pense pas à Paul Brousse, mais plutôt à Pietr Kropotkine) et les façons dont fonctionna la démocratie directe, au niveau des quartiers et des cités, dans l'antique Athènes, dans les communes médiévales, dans les sections du Paris révolutionnaire de 1793, dans les assemblées de citoyens de la Nouvelle Angleterre, dans la Commune de Paris de 1871 et je les ai comparées avec les conseils ouvriers et les formes d'organisation syndicale, consacrant une attention particulière à l'impact de la hiérarchie d'usine sur la mentalité des travailleurs. En 60, j'ai attentivement suivi le mouvement des droits civiques développé par les Noirs, et je me suis intéressé aux «Students for a Democratic Society» (S.D.S.) et à la contre-culture. Je suis allé à Paris en 68, vers la fin des événements de mai-juin. J'en ai fait des reportages détaillés, exprimant un point de vue anarchiste, et publiés dans la presse révolutionnaire américaine.

Lorsque la contre-culture commençait à quitter les villes, je suis allé m'installer dans le Vermont, l'état peut-être le plus «libertaire» de la Nouvelle Angleterre,



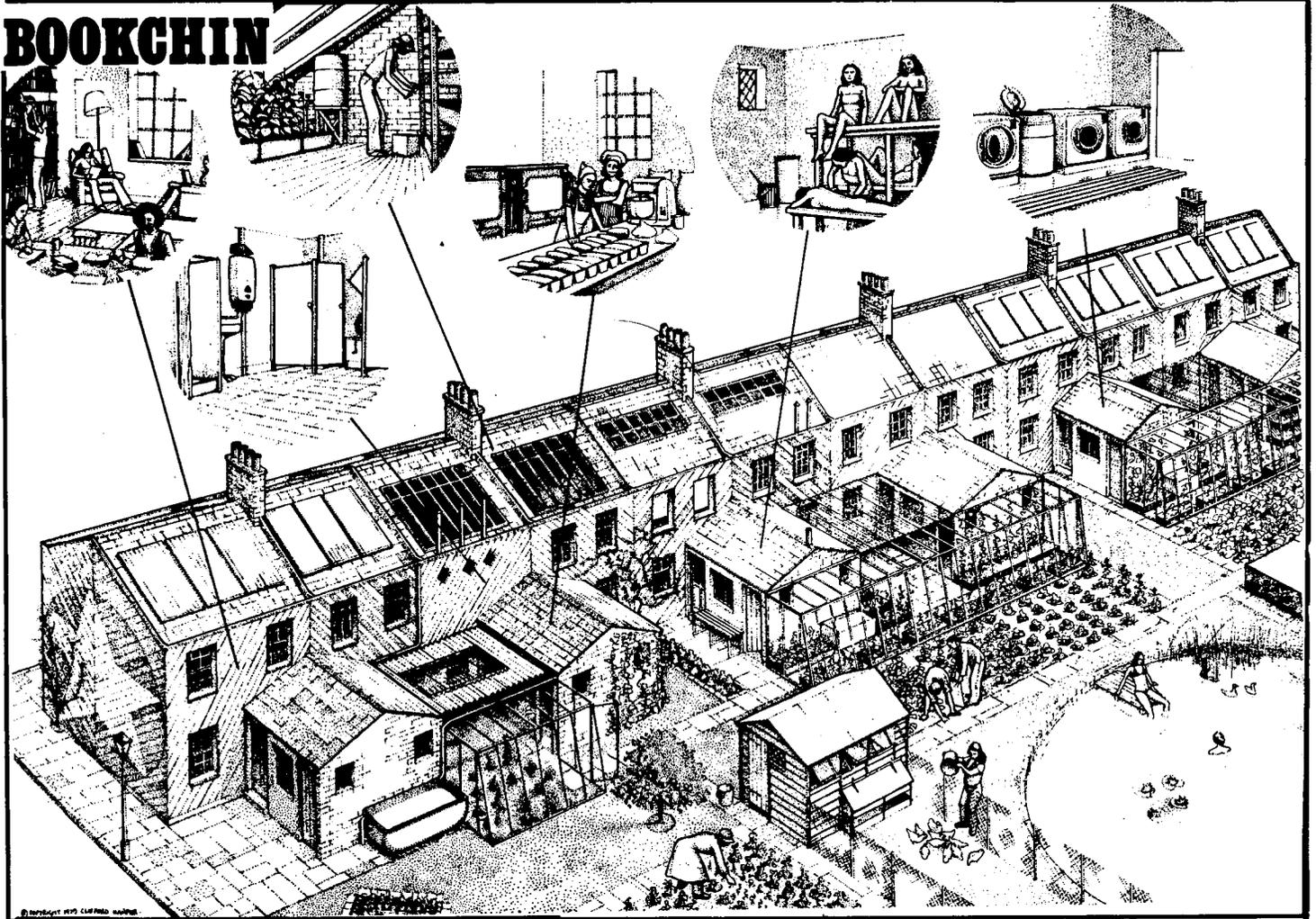
où j'ai vécu dans une communauté et enseigné au Goddard College. J'ai fondé l'Institut for Social Ecology, où j'ai tenté de transmettre, et en partie de pratiquer, ce que j'avais écrit sur l'écologie. J'enseigne aussi, avec beaucoup de liberté, dans un Collège du New-Jersey où nombre de mes étudiants sont des travailleurs, et je continue à maintenir des relations étroites avec le mouvement ouvrier. Malheureusement, aucun nouvel argument ni événement n'est venu changer mon point de vue sur lui.

Je voyage beaucoup à travers toute l'Amérique, ce qui me permet d'avoir une vision directe de ce qui se passe. Je pourrais dire beaucoup de choses sur ce que j'ai vu aux U.S.A. et qui contredit nettement ce que raconte la presse européenne. Je voudrais dire à mes camarades européens – à mes frères et sœurs en Italie et ailleurs – que les gens aux U.S.A. ne sont pas en train de glisser vers la droite. Malgré l'élection de Reagan, il y a un profond mécontentement parmi la population, les débuts d'un mouvement contre la militarisation, d'un nouveau radicalisme social qui s'étend à l'écologie, au féminisme, aux mouvements de quartiers dans les villes.

Les américains sont «naturellement» libertaires. Toute la tradition sociale de l'Amérique, depuis la révolution jusqu'à nos jours, a toujours valorisé les droits de l'individu, l'autonomie personnelle, la décentralisation, et une haine claire de l'État. Pendant des années, cette tradition libertaire a été submergée par les formes de socialisme importées par les immigrés allemands, hébreux, russes et espagnols. Pendant des années, les idées de gauche ont été développées dans une langue que la plus grande partie des américains ne comprenait pas et dans des formes empruntées à l'Europe. Mais, cette immigration s'est arrêtée il y a longtemps, et les immigrés eux-mêmes ont commencé à disparaître. Même si cela peut paraître dramatique, cela nous amène à affronter, les uns et les autres, cette réalité, à développer nos idées en anglais, pas en allemand, italien, hébreu ou russe, pas en termes marxistes, léninistes, ou, ajouterai-je, en se servant des pensées de Mao-Tse-Toung ou d'Ho-Chi-Minh. Nous devons maintenant nous emparer de notre tradition – comme tous devraient le faire – et développer son contenu révolutionnaire. Si mes cinquante ans de vie m'ont enseigné quelque chose, c'est, premièrement que le monde a changé profondément depuis l'époque historique du mouvement ouvrier; deuxièmement, que l'anarchisme n'est pas seulement un corps d'idées, une idéologie «congelée», définie une fois pour toutes par ses soi-disant «fondateurs», mais avant tout un mouvement social qui puise sa vie dans l'action réelle des gens; et, en fin, que nous devons chercher les racines de l'anarchisme dans les traditions spécifiques de chaque peuple, et non dans les idées inventées dans les académies et imposées par le poids de cultures complètement différentes ou par des situations sociales autres. Cette sensibilité envers l'unicité, la variété et la diversité est, à mon avis, la forme d'internationalisme révolutionnaire la plus élevée, car elle permet la créativité culturelle, sociale et historique, et ne laisse pas de place à l'homogénéité et à l'uniformité totalitaire. ■

Murray BOOKCHIN.

BOOKCHIN



les «écotechnocrates»...

ENERGIE, «ECOTECHNOCRATIE» ET ECOLOGIE

Avec le lancement de la «crise de l'énergie», une nouvelle mystique est née autour de l'expression «énergie nouvelle». D'une façon typique de l'esprit américain, cela a pris la forme d'un rite de purification: sentiment de culpabilité à propos de l'utilisation extravagante de ressources énergétiques irremplaçables, terreur devant les conséquences apocalyptiques de la «pénurie», remords pour le gaspillage et confiance millénariste dans des techniques «nouvelles» permettant la définition d'un système énergétique stable, autrement dit «énergie nouvelle». Le mot clé est ici le mot «technique». Qu'il s'agisse du plan de Gerald Ford d'affliger l'Amérique de deux cents réacteurs nucléaires d'ici à 1980 ou de la suggestion du professeur Heronemus de couvrir l'Atlantique Nord d'éoliennes géantes, l'expression «énergie nouvelle» est menacée de perdre tout contenu révolutionnaire et toute implication sociale significative.

Le procédé est connu. On établit intentionnellement une confusion entre un simple aménagement de l'ordre existant et des conceptions impliquant un bouleversement radical de la technologie, de l'organisation sociale et de la vie quotidienne. De même qu'on a déjà

astucieusement présenté comme indissolublement liées et même comme synonymes «hiérarchie» et organisation, «centralisation» et planification, de même des projets qui ne visent qu'à un remaniement des conceptions et des techniques établies sont accouplés au mot «nouveau». Ce mot magique leur confère une aura de radicalité, de différence qualitative. Le mot «énergie», quant à lui, sert de solvant pour ramener des distinctions pleines de sens au substrat indifférencié d'une grossière cybernétique psychique, matérielle et «écologique» — le flux et le reflux, l'inhibition et la décharge de puissance quantifiée. Ainsi, à force de parasitisme linguistique, l'ancien, grâce à une forme en apparence «renouvelée», se présente comme solution de rechange à lui-même. La variété, la différence qualitative, la singularité, ces caractères si précieux des phénomènes naturels qu'enregistre soigneusement la sensibilité écologique authentique, sont neutralisés en une unité «cosmique», en une nuit universelle «où tous les chats sont gris».

METTRE LE MONDE EN EQUATIONS

Si l'énergie doit devenir un «truc» permettant une interprétation cosmique de la réalité à la façon du Qi des Chinois ou de l'orgone de Reich, on aura succombé à une vision mécaniste qui n'est pas moins

inadéquate que la comparaison, chère à Newton, de l'univers à une montre. J'emploie le mot «inadéquat» de façon nuancée: il y a certainement du vrai dans toutes ces conceptions, dans celle de Newton comme dans celles des Chinois ou de Reich, mais c'est une vérité dans sa complétude. Si la comparaison de Newton s'inspirait de la mécanique, une conception qui situe l'unité du monde dans les flux, les reflux et la répartition de l'énergie est d'essence thermodynamique. Dans les deux cas, on réduit le qualitatif au quantitatif; dans les deux cas, on tente de mettre le monde en équations; et on tombe dans un scientisme superficiel qui prend le mouvement pour une évolution, le changement pour une croissance et les effets de feedback pour de la dialectique. En écologie, le Newton de cette thermodynamique, ou plus exactement de cette «énergétique», c'est Howard Odum. Chez Odum, l'analyse des systèmes ramène l'écosystème à une catégorie analytique dont on peut rendre compte en termes de flux d'énergie, comme si les formes vivantes n'étaient que des réservoirs et des conduites à calories et non des organismes diversifiés qui existent pour eux-mêmes et se développent à travers les relations vitales qui existent entre eux. On ne voit que trop de gens bien intentionnés, insatisfaits à juste titre de la pensée linéaire de la science traditionnelle, de ses formules stérilisantes pour l'esprit et surtout de son matérialisme mécaniste, embrasser un spiritualisme non moins mécaniste qui les séduit par sa phraséologie différente, pour les ramener à cette même vision du monde qu'ils avaient rejetée.

ECOLOGISME SOCIAL-DEMOCRATE

Cette simple réversion de la face mécanique à la face énergétique de la médaille scientifique aboutit sur le plan théorique à une véritable omelette informe et confuse. L'unification du cosmos en termes purement énergétiques se résout en une folie obsessionnelle du gadget. Ici, la mécanique se met à subvertir le spirituel. On ne peut pas vivre tout le temps dans la nuit cosmique. Même si tous les chats sont gris, on a besoin de lumière si on veut les étudier. Du coup, nombre de mes camarades passionnés de technologie nouvelle, ont trop tendance à négliger les richesses d'un éclairage nuancé au profit de la lumière la plus crue, qui fait du détail de structure et du tour de force technique des fins en soi. Des petits dômes, on s'élève aux grands dômes; des horticulteurs, attirés par le marché en plein essor des aliments sains, tombent dans le douteux business de l'agriculture biologique; les constructeurs de capteurs solaires et d'éoliennes acquièrent un prestige de précurseurs que sanctionne le bureau des bre-

vets. Il n'y aurait rien à redire à cette évolution si elle s'inscrivait dans un mouvement de transformation sociale en pleine effervescence, résolument critique à l'égard de l'ordre établi sous tous ses aspects et fondé sur des valeurs morales, spirituelles et écologiques d'un caractère authentiquement révolutionnaire. Mais dans la mesure où l'«énergétique» reste le seul lien entre la théorie et la pratique, l'«éco-freak» bien souvent fuse dans des limbes éco-technocratiques, où les moyens deviennent des fins et où la fin est, dans le meilleur des cas, la prouesse technique et, dans le pire des cas, un confortable revenu. Bref, faute d'une théorie solide de la société, d'une sensibilité écologique profonde, d'une passion pour le vivant et d'une certaine intégrité morale, le scientisme et même le capitalisme reprennent ouvertement possession même de la phraséologie que le spiritualisme mécaniste revendiquait comme la sienne propre. Si le rêve que poursuit l'«éco-freak» ne tient sa cohésion que de l'«énergétique» l'écologie et sa conception philosophique d'ensemble, qui vise à instaurer l'harmonie entre l'humanité et la nature, se dégrade en «environnementalisme» ou en une simple ingénierie de l'environnement, la pensée organique en analyse des systèmes et la «technologie nouvelle» en manipulation technocratique.

L'ECOLOGIE DANS LA DIVERSITE

Le domaine de la technologie nouvelle est déjà gravement atteint par cette régression et plus précisément par les projets grandioses qui visent à «domestiquer» le soleil et les vents. Dans les crédits fédéraux pour l'énergie solaire, la part du lion va à des projets dont la mise en œuvre occuperait de vastes étendues de désert. De tels projets sont une dérision de l'idée de «technologie nouvelle». Ils sont absolument traditionnels par leur gigantisme qui ne ferait qu'aggraver une division nationale du travail déjà tout à fait malsaine, du fait, notamment, de la centralisation bureaucratique et parce qu'elle place l'ensemble du continent américain dans une dépendance très dangereuse à l'égard d'un petit nombre de régions spécialisées. Les océans aussi sont désormais mis en vente comme zone industrielle; aux suggestions d'y installer des réacteurs nucléaires flottants sont venus s'ajouter les projets de turbines à vent en séries. Enfin, Glasser propose des plate-formes spatiales d'un mille carré qui capteraient l'énergie solaire hors de l'atmosphère terrestre et dirigeraient un flux d'ondes courtes sur des capteurs au sol: tout un paysage industriel de science-fiction dans le ciel. Il n'est pas douteux que la plupart des auteurs





de ces projets monstrueux ont les meilleures intentions du monde et les idéaux les plus élevés. Mais pour ce qui est des dimensions et du sens écologique, leurs conceptions ne diffèrent guère de celles de James Watt. Leur horizon reste celui qu'a défini la Révolution Industrielle et non celui d'une nouvelle révolution écologique, si sophistiqués que soient leurs plans.

Si les êtres humains, les plantes, les animaux et le substrat inorganique d'un écosystème constituent une communauté, ce n'est pas tant parce qu'ils participent du principe unitaire de l'«énergie cosmique»; c'est surtout parce qu'ils sont qualitativement *différents* et par conséquent se complètent par la richesse de leur diversité. Si l'on n'accorde pas l'attention la plus sensible aux différences de forme que revêt la vie, l'écosystème n'aura qu'une unité unidimensionnelle, nivelée, en quelque sorte, par l'élimination de la diversité et de la complexité des chaînes alimentaires qui assurent sa stabilité. Le crime hideux de la société actuelle et de son système productif, c'est qu'elle réduit la complexité de la biosphère. Elle simplifie des ensembles complexes de chaînes alimentaires en remplaçant l'organique par l'inorganique — en dégradant le sol en sable, les forêts en bois d'œuvre, les champs en dalles de béton. En agissant ainsi, la société va à l'encontre du courant de l'évolution animale et végétale du dernier milliard d'années, qui a tendu à la colonisation de chaque niche écologique par des formes vivantes diversifiées, chacune étant spécifiquement et parfois très subtilement adaptée à des conditions matérielles inflexibles. S'il y a une beauté dans la petitesse, comme le veut E. F. Schumacher, il en est une également dans la diversité. L'unité de la planète réside dans la diversité des espèces et dans la richesse, la stabilité et l'interdépendance que cette diversité confère à la totalité de la vie, et non dans l'énergie monochrome du spiritualisme mécaniste.

LE NECESSAIRE CHANGEMENT GLOBAL

Les «énergies nouvelles» sont écologiques dans la mesure où elles favorisent la diversité, d'une part en diversifiant effectivement les ressources énergétiques dont nous dépendons. L'idéologie dominante nous enseigne à penser en termes de solution magique, qu'il s'agisse de substances chimiques qui «guérissent» toutes les maladies, ou de la source unique d'énergie qui pourvoiera à tous nos besoins. L'équivalent industriel des antibiotiques, c'est l'énergie nucléaire. Tous les problèmes se trouvent ainsi simplifiés, toutes les différences ignorées. L'idée se trouve accréditée que

le monde infiniment varié des phénomènes a un dénominateur commun — biologique, social ou psychologique — qui se ramène à une formule ou à un agent simple. Le respect pour la diversité est battu en brèche par la vision prométhéenne du monde comme quantum de «matière» ou d'«énergie» que l'on peut «domestiquer» pour remplir la panse de l'agrobusiness et de l'industrie. La nature n'est plus que «ressources naturelles», les villes que «ressources urbaines» et les gens en fin de compte que «ressources humaines» — «matériaux» bons pour l'exploitation et la production. La langue elle-même atteste la sinistre transformation de l'organique en inorganique, la simplification de la riche diversité du réel en une «matière» uniforme destinée à alimenter une société vouée à la production pour la production, à la croissance pour la croissance et à la consommation pour la consommation.

Faire de l'énergie solaire seule, de l'énergie éolienne seule ou du méthane seul la solution exclusive de nos problèmes énergétiques serait tout aussi régressif que d'adopter l'énergie nucléaire. Admettons que l'énergie solaire, par exemple, puisse se révéler beaucoup moins néfaste pour l'environnement et plus efficace que les formes classiques d'énergie. Il n'en reste pas moins que lorsqu'on l'isole comme source d'énergie exclusive on témoigne d'une mentalité qui ne remet pas en question la structure de l'appareil de production capitaliste ni la recherche du profit, qui menacent la viabilité de la biosphère. Dans tous les autres domaines de la vie, la production, la croissance, la consommation resteraient des fins en soi, et la simplification de la planète se poursuivrait ainsi que la régression du monde organique vers une ère géologique plus primitive. Sur le plan théorique, la beauté de l'«énergie nouvelle» ne résidait pas seulement dans son efficacité ni dans sa «propreté», mais dans l'*interaction* écologique des capteurs solaires, des éoliennes et de nombreuses autres sources d'énergie, y compris le méthane, le bois, l'eau et, bien sûr, le charbon et le pétrole si nécessaire, pour constituer de nouvelles *combinaisons* énergétiques épousant délicatement les contours des écosystèmes auxquels elles sont associées. La variété se trouverait restaurée dans le domaine de l'énergie comme elle le serait dans l'agriculture, et cela non seulement parce que la variété permet d'éviter d'avoir à recourir à des «correctifs» eux-mêmes désastreux, mais parce qu'elle appelle la sensibilité écologique dans tous les domaines techniques. A défaut d'une *conception* technologique d'ensemble qui intègre la variété et la diversité, l'énergie solaire ne serait qu'un substitut du charbon, du pétrole ou de l'uranium et non pas le point de départ d'une transformation complète des rapports des hommes avec la nature et des hommes entre eux.

EQUILIBRE ECOLOGIQUE, EQUILIBRE SOCIAL

Il ne serait pas moins important, si l'on veut que cette «énergie nouvelle» serve de base à une véritable *éco-technologie*, de remplacer le gigantisme des entreprises anonymes et des équipements industriels incompréhensibles par de petites unités de production que les gens seraient en mesure de comprendre et de gérer eux-mêmes. Il n'y aurait plus alors nul besoin de bureaucrates industriels, ni de technocrates politiques ni de cette espèce particulière d'«environnementalistes» qui se conçoivent comme les ingénieurs des «ressources naturelles» chargés de résoudre les problèmes engendrés par l'irrationalité foncière d'une société anti-écologique. Les gens ne seraient plus séparés des moyens grâce auxquels ils satisfont leurs besoins matériels par une technologie supra-humaine et son cortège d'«experts» et de «managers»; ils retrouveraient

une prise *directe* sur une technologie redevenue compréhensible, ainsi que le pouvoir sur tous les aspects de leur vie quotidienne autrefois abandonnés aux autorités hiérarchisées du politique et de l'économique. De même, il faudrait faire éclater les villes en communautés décentralisées fondées sur l'entraide et les relations personnelles.

On imagine aisément que cette variété, cette échelle humaine retrouvée donneraient naissance à une nouvelle conscience de l'humain — du moi, de l'individu, de la communauté. Les instruments de production cesseraient de servir à la domination et à la division de la société contre elle-même; ils serviraient à la libération et à l'harmonie sociale. Les moyens par lesquels nous pourrions aux nécessités les plus fondamentales de la vie émergeraient de ce mystère effrayant qui suscite constamment le recours au surnaturel pour compenser notre absence de pouvoir sur la technologie et la société. Ils seraient rendus au monde quotidien du familier, de l'*oïkos*, comme autrefois les outils de l'artisan. L'autonomie du sujet trouverait à se redéfinir dans la pratique nouvelle de l'auto-activité, de l'auto-gestion et de l'auto-réalisation du fait que l'appareil technique si essentiel à la perpétuation de la vie — et aujourd'hui si efficace pour la détruire — constituerait un domaine intelligible dans lequel les gens pourraient directement gérer la société. Dans l'activité productive aussi bien que sociale, le sujet trouverait une nouvelle possibilité d'expression matérielle et existentielle.

Enfin, le soleil, le vent, les eaux et probablement d'autres éléments « inorganiques » de la nature entreraient dans nos vies avec de nouvelles significations pour former ce que j'appelais il y a dix ans un « nouvel animisme ». On ne les considérerait plus comme de simples « ressources », comme des forces qu'il faut « domestiquer » et « exploiter », mais comme des manifestations de la totalité naturelle, d'une nature respiritualisée, qu'il s'agisse du mugissement musical des pales d'une éolienne ou du scintillement de la lumière sur les panneaux d'un capteur solaire. Cela, je l'ai entendu et vu moi-même dans des installations perdues au fond du Vermont, à Goddard College, ou du Massachusetts, à la station expérimentale du New Alchemy Institute de l'Est, et je n'éprouve aucun scrupule à décrire en termes esthétiques ce que l'on qualifie habituellement de

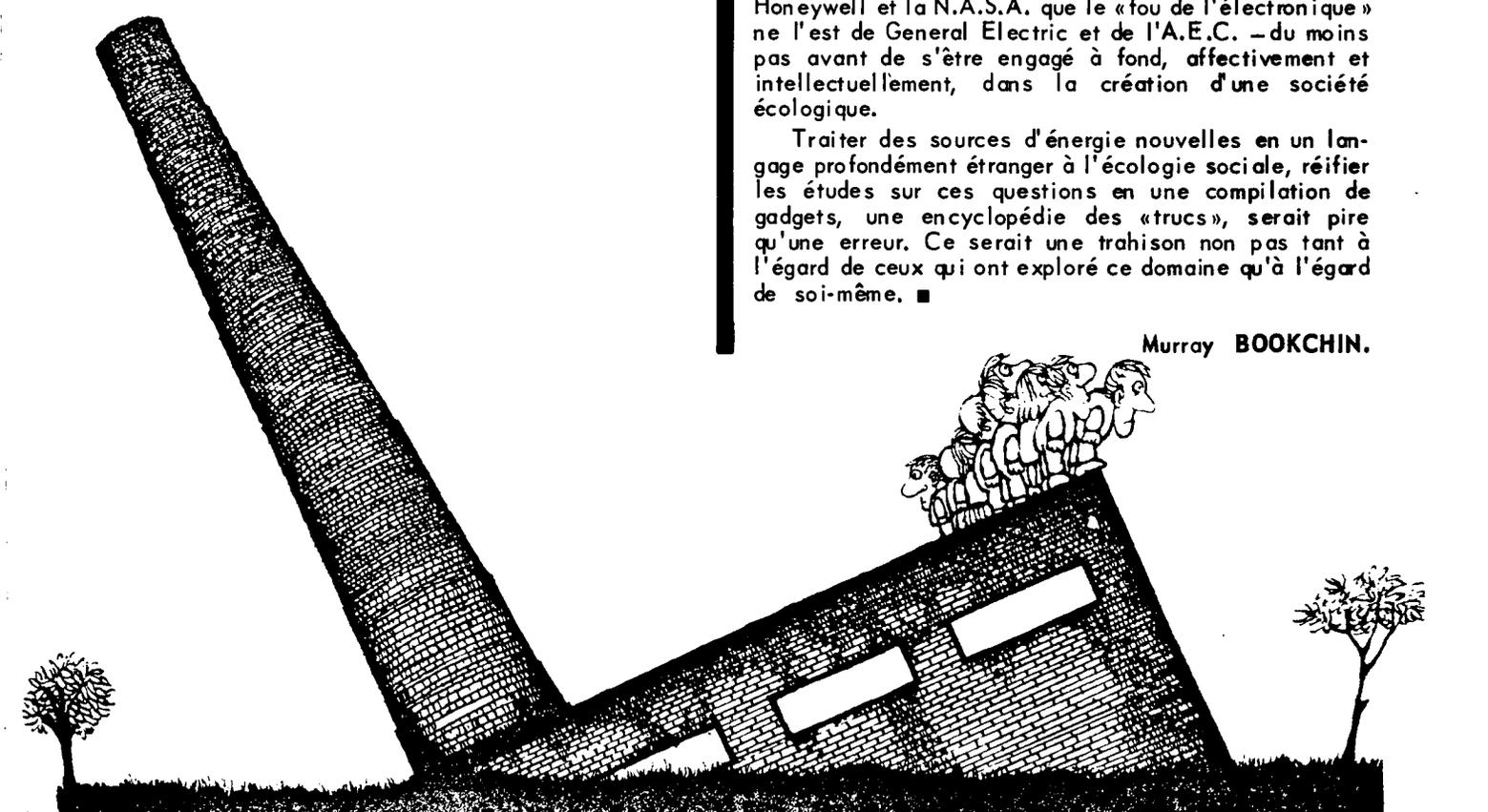
« bruit » et de « reflet aveuglant ». Si l'on aime le claquement des voiles d'un bateau sous le vent ou le flamboiement du soleil sur la mer, pourquoi n'apprécierait-on pas le claquement des voiles d'un rotor d'éolienne et le reflet de la lumière solaire sur un capteur? Nous nous sommes fermés à de telles réactions parce que traditionnellement, les images sonores ou visuelles associées à la technique c'est le ferraillement de la chaîne de montage ou les flammes aveuglantes de la fonderie. C'est là une forme grave de refoulement. Familier de ces deux univers technologiques, qu'il me soit permis de dire combien ils diffèrent pour la sensibilité.

LA TENDANCE A L'INTEGRATION

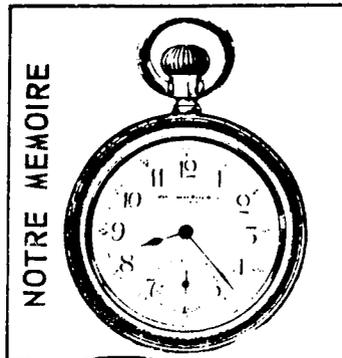
Si tout ce qu'on écrit aujourd'hui sur les nouvelles sources d'énergie se ramène à une mise à jour du Manuel de l'ingénieur mécanicien, on aura complètement manqué le but. Le gadget pour le gadget, la technologie sous sa forme réifiée, comme disent les philosophes, n'est que trop répandue déjà et est à éviter résolument. On ne saurait, bien évidemment, se passer de connaître son métier, pas davantage en éco-technologie qu'en technologie classique. C'est là le lot du sculpteur aussi bien que du maçon, du peintre comme du charpentier. Mais l'éco-technologie appelle une nouvelle attitude à l'égard du savoir-faire professionnel. Si on le dilate à l'excès, il risque fort de nous entraîner bien loin de notre point de départ, bien loin du sens de l'*oïkos* et de l'esprit écologique qui donnaient leur signification initiale à nos préoccupations. Je n'ai vu que trop souvent cela se produire parmi mes camarades du mouvement écologique. Ayant reçu, il y a bien longtemps, une formation poussée en électronique, je connais bien hélas l'obsession démente qui vous fait dessiner à l'infini et même sans motif des circuits, jusqu'au moment où l'on éprouve autant de jouissance à dessiner le déclencheur électronique d'une bombe nucléaire qu'un récepteur de télévision. C'est parmi les gens hantés par la science et la technologie réifiées que l'A.E.C. recrute ses ingénieurs en armement, le F.B.I. ses « plombiers » et la C.I.A. ses experts de la « contre-insurrection ». Ne nous faisons pas d'illusion : l'« éco-freak » n'est pas davantage immunisé contre Honeywell et la N.A.S.A. que le « fou de l'électronique » ne l'est de General Electric et de l'A.E.C. — du moins pas avant de s'être engagé à fond, affectivement et intellectuellement, dans la création d'une société écologique.

Traiter des sources d'énergie nouvelles en un langage profondément étranger à l'écologie sociale, réifier les études sur ces questions en une compilation de gadgets, une encyclopédie des « trucs », serait pire qu'une erreur. Ce serait une trahison non pas tant à l'égard de ceux qui ont exploré ce domaine qu'à l'égard de soi-même. ■

Murray BOOKCHIN.



Emma Goldman (1869-1940). A treize ans, ouvrière d'usine à Saint-Pétersbourg. Elle émigre aux Etats-Unis, où elle découvre l'autre face du « pays de la liberté ». Militante féministe et ouvrière elle est expulsée en 1919 au nom de la loi contre l'anarchie, malgré sa nationalité américaine. Elle se rend en URSS et rompt en 1921 avec Lénine et Trotski, après la canonnade contre les marins de Cronstadt. Après une longue errance, elle s'installe au Canada où elle meurt en 1940. Au total, plus d'un demi-siècle de luttes anarchistes.

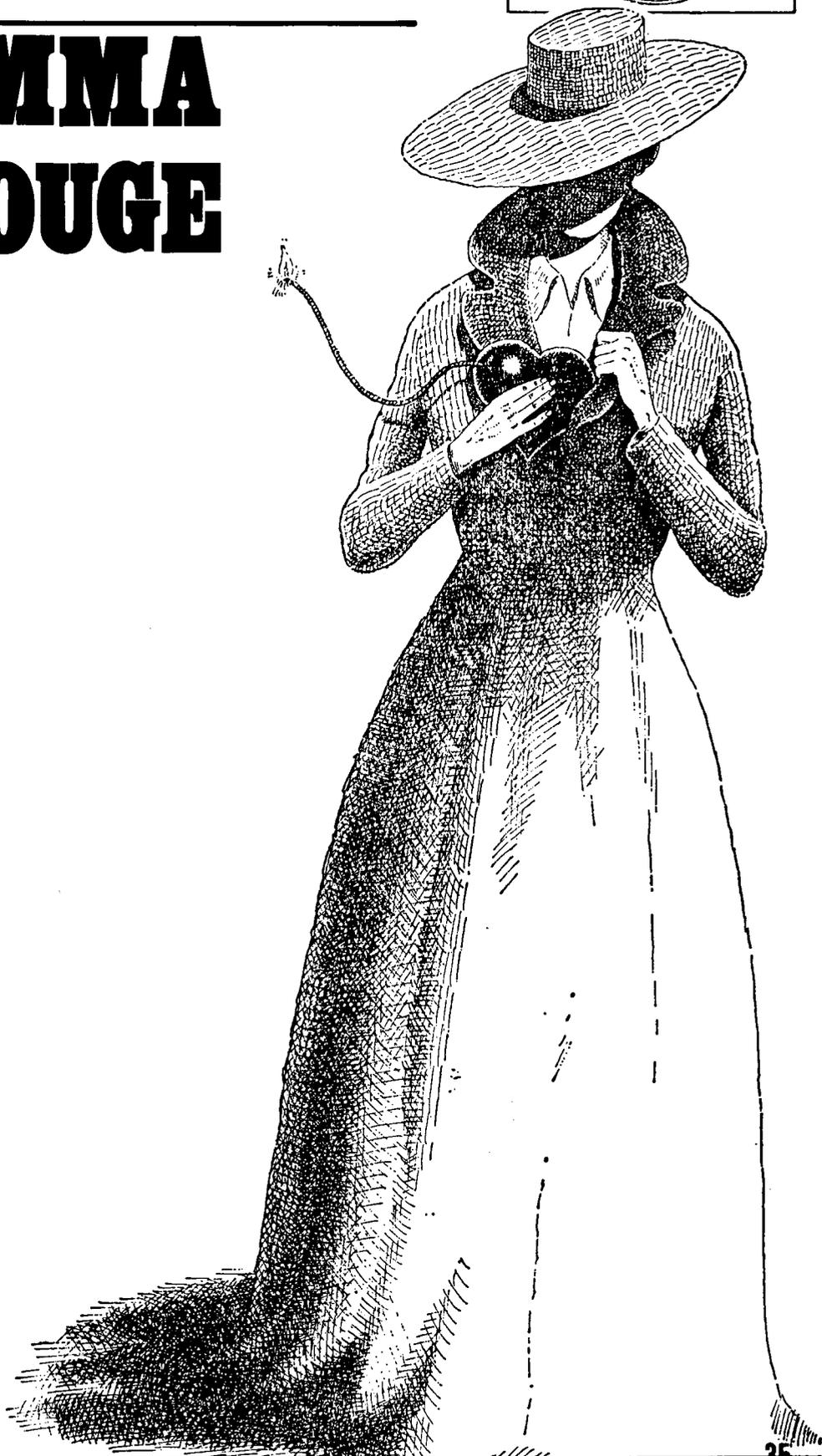


EMMA LA ROUGE

« Est-il possible que dans tous les Etats-Unis, seul le président soit mort aujourd'hui? », s'exclame Emma Goldman en toisant les nombreux policiers et journalistes qui ont envahi sa maison. Le président américain Mc Kinley vient d'être assassiné par un immigré russe inconnu qui, soudainement propulsé sous les feux de l'actualité, s'est déclaré anarchiste. On veut donc connaître les impressions d'Emma sur cet événement, enregistrer ses premières déclarations. Alors, insiste un journaliste, personnellement que pense-t-elle de cette mort qui attriste tous les Etats-Unis? « Il est certain, explique Goldman, que beaucoup d'autres personnes sont mortes aujourd'hui, peut-être dans la pauvreté et la misère, laissant parfois sans aucun soutien, les personnes qui dépendaient d'elles. Pour quelle raison devrais-je, selon vous, éprouver plus de tristesse pour la mort de Mc Kinley que pour celle de tous les autres? ».

LES MARTYRS DE CHICAGO

Nous sommes en 1901. Lorsque Léon Czolgosz (puisque tel était son nom) tue le président américain, Emma Goldman a trente-deux ans et cela fait déjà longtemps qu'elle est bien connue de la police pour son infatigable activité d'agitation et de propagande anarchiste. Née à Königsberg (en Russie), puis allant vivre encore enfant à Pétersbourg avec toute sa famille, Emma avait connu une enfance difficile, à la fois dans une ambiance familiale dominée par la figure autoritaire et conformiste du père, et dans un contexte social caractérisé par une hostili-



Attention Workingmen!

MASS-MEETING

TO-NIGHT, at 7.30 o'clock,

HAYMARKET, Randolph St., Bet. Desplaines and Halsted.

Good Speakers will be present to denounce the latest atrocious act of the police, the shooting of our fellow-workmen yesterday afternoon.

THE EXECUTIVE COMMITTEE.

Achtung Arbeiter!

Massen-Versammlung

Heute Abend, halb 8 Uhr, auf dem
Haymarkt, Randolph-Strasse, zwischen
Desplaines- u. Halsted-Str.

Gute Redner werden den neuesten Schurkenstreich der Polizei,
indem sie gestern Nachmittag unsere Brüder erschoss, geißeln.
Das Exekutiv-Comité.

Chicago:
l'affiche
du
meeting
de
Haymarket.

par la milice armée Pinkerton payée et guidée par le patron de l'usine, Henry Clay Frick, Goldman et Berkman décidèrent de les venger. Emma procura le fusil et discuta de l'action avec son camarade. Le 23 juillet de cette même année, Alexander Berkman pénétra dans le bureau de Frick et tira sur lui à bout portant: il ne parvint pas à le tuer, mais Frick fut grièvement blessé. Alexander, alors âgé de 22 ans (il était né à Vilna, en Russie, en 1870) fut arrêté, jugé et condamné à 14 ans de prison. Dans un de ses ouvrages, il fera de cette interminable détention une description réaliste et émouvante.

Face à l'attentat, les réactions au sein du mouvement anarchiste américain furent très diverses, certains allant même jusqu'à refuser toute solidarité politique à Berkman. Johann Most fut de ceux-là. Emma Goldman rompit donc toute relation avec lui et avec son groupe.

Elle devint l'objet d'une attention policière méticuleuse. Il est vrai qu'Emma déployait alors une insatiable activité: meetings, conférences, passant d'un Etat à l'autre, soutenant des grèves, attisant l'esprit de révolte, collaborant aux publications anarchistes. En 1894, elle est condamnée à un an de prison pour avoir, au cours d'un rassemblement, «incité à la subversion» un groupe de chômeurs. Dès cette époque, la presse parle d'elle régulièrement, de son activité, de ses démêlés judiciaires, et la surnomme «Red Emma», Emma la Rouge.

Elle met à profit ce «temps libre» pour perfectionner son anglais. La peine une fois purgée, Red Emma le parle assez correctement pour pouvoir tenir meetings et conférences en cette langue, ce qui va décupler son activité de propagandiste.

L'INFIRMIERE E. G. SMITH

Les années suivantes, la vie de Goldman se poursuit sur ce rythme. Il est pratiquement impossible de donner une idée de la vitalité déployée par cette révolutionnaire, jeune, enthousiaste et (selon les dires de ceux qui la fréquentent) fascinante. Toutes les principales villes des Etats-Unis et du Canada reçurent la visite de cette oratrice véhémement: salles de théâtre archipleines à Boston, New-York, Montréal. En un mot, partout où l'appelaient les travailleurs en lutte. La police ne savait plus comment endiguer ses activités subversives; à plusieurs

té latente envers les juifs (sa famille était d'origine israélite).

Lorsque sa sœur Hélène décide de partir en Amérique chercher travail et fortune, elle fait des pieds et des mains pour l'accompagner et y parvient. C'est donc en 1854, à peine âgée de 15 ans, qu'elle quitte la Russie et qu'après un interminable voyage en bateau, elle pose le pied sur le sol des Etats-Unis. Ces années-là, la vie sociale de cette immense confédération d'Etats, était particulièrement agitée. Soumise à une exploitation exacerbée et en butte à de très dures conditions de vie, la jeune classe ouvrière américaine prenait le mors aux dents: grèves, agitations, lock-outs, fusillades, accrochages avec la police et avec les jaunes, armés et payés par le patronat, etc.

Peu de temps après son arrivée, la jeune immigrée russe, pleine d'enthousiasme et à la recherche d'elle-même, aura l'occasion, à travers la presse, de s'intéresser aux procès qui font suite aux événements de Chicago (3 mai 1886) lorsque les travailleurs en grève et la police s'affrontèrent. Suite à la mort de quelques policiers, cinq anarchistes éminents, particulièrement connus et combattifs, avaient été arrêtés. L'objectif évident était de frapper et de stopper le mouvement d'émancipation des travailleurs.

La longue odyssee carcérale

des cinq anarchistes fit retenir son souffle à toute l'opinion américaine (et pas à elle seulement) jusqu'au jour où le tribunal prononça le verdict infâme qui les condamnait à la pendaison. Celle-ci eut lieu le 11 novembre 1887.

Goldman s'était de plus en plus passionnée pour ce conflit. La fin tragique des cinq révolutionnaires la bouleversa et augmenta l'admiration qu'elle portait, non seulement à ces hommes, à la cohérence et à la dignité de leur comportement, mais aussi à leurs idées qui, rapidement, devinrent les siennes.

NAISSANCE DE «RED EMMA»

Elle entra d'abord en contact avec Johann Most, un anarchiste allemand, émigré de longue date aux Etats-Unis, où il s'occupait de la publication du journal *Freiheit* (Liberté). Il fut celui qui découvrit les talents oratoires d'Emma et qui la poussa à tenir ses premiers meetings, en russe et en allemand. C'est à cette période qu'elle rencontra Alexander Berkman qui allait être son compagnon d'amour et de combat pendant de longues années; dès le début leurs liens furent profonds. Comme elle, il était émigré russe, juif et anarchiste militant. Lorsqu'en 1892, lors d'une grève, de nombreux travailleurs furent tués

reprises elle fut interdite de parole, ses discours interrompus par les fonctionnaires de la police, les directeurs de salles mis en demeure de lui refuser leurs locaux. Il en fallait bien plus pour intimider Emma la Rouge. Ses conférences, qui étaient aussi de la propagande spécifiquement anarchiste, portaient sur les thèmes les plus variés: la libération de la femme, l'usage des contraceptifs, l'anticléricalisme, l'antimilitarisme, etc.

Vers la fin du siècle elle retourne brièvement en Europe, va à Londres, à Paris où elle fait des conférences et noue des relations avec différents camarades. Entre temps, elle n'oublie pas son premier compagnon et organise une souscription internationale pour Alexander Berkman qui continue à purger sa peine au Western Penitentiary.

Affectivement, Red Emma vit une existence agitée. Encore aujourd'hui, Goldman est connue comme compagne de Berkman et c'est avec lui, en fait, plus qu'avec tout autre, qu'elle partagera sa vie de femme et de révolutionnaire. Mais c'est elle-même qui, dans sa célèbre et passionnante autobiographie, consacre plusieurs pages aux nombreux camarades qu'elle aima et dont elle fut aimée, ne serait-ce que brièvement. En ce sens, par son intégrité, son honnêteté et sa profonde sensibilité, par la conscience qu'elle avait du caractère social de la «question féminine», la vie de cette révolutionnaire a été, et reste encore, une gifle à la morale bourgeoise, à son hypocrisie et à sa mesquinerie.

Goldman poursuit son infatigable activité de militante, et pas simplement d'oratrice, jusqu'à ce que, au lendemain de l'attentat de Czolgosz dont nous avons déjà parlé, une gigantesque campagne anti-anarchiste soit déclenchée par le pouvoir et par la presse à ses ordres. Emma est contrainte à passer dans la clandestinité, se dissimulant pendant quelques années sous le nom de E. G. Smith, et travaillant comme infirmière.

LA MEPRISE RUSSE

En 1906, portée par une grande célébrité, elle peut revenir au grand jour. Avec Alexander Berkman (qui vient de sortir de prison) elle s'engage dans la publication d'un journal anarchiste *Mother Earth* (Mère Terre). L'année suivante, elle participe au Congrès Anarchiste International qui se tient à Amsterdam, et à cette occasion, elle fait la connaissance

de nombreux militants de premier plan venant du monde entier (Errico Malatesta lui fait particulièrement impression).

Pendant les dix années qui suivent, elle poursuit sa collaboration avec Berkman: ensemble ils s'opposent au militarisme et au fanatisme qui accompagnent le déclenchement de la première guerre mondiale. Dans ce but, ils créent une Ligue anti-conscription qui veut inciter les jeunes à refuser leur feuille de route et à désertier. Naturellement ils sont arrêtés tous deux et malgré leur brillante défense au cours du procès, ils sont condamnés à deux ans de prison chacun. Cependant, par bonheur, au lieu de leur faire subir leur peine, on les embarque de force et on les expulse des Etats-Unis. Malgré la tristesse d'être obligée de quitter tant de camarades qu'elle aime, malgré surtout l'interruption forcée de *Mother Earth*, Goldman répond avec fierté au juge qui lui lit le décret d'expulsion: «Je considère comme un honneur d'être le premier agitateur politique expulsé des Etats-Unis». Le navire «*Buford*» sur lequel ils ont été embarqués, fait route vers la Russie.

Berkman et Goldman posèrent les pieds sur le sol russe avec un grand enthousiasme. La révolution prolétarienne avait non seulement éclaté, mais elle avait vaincu et même s'il se dessinait déjà de fortes menaces extérieures, on pouvait encore lutter et croire de façon concrète à la possibilité d'une grande victoire, à la défini-

tive libération de l'humanité de l'esclavage.

Portés par leur enthousiasme, et au vu des rares et confuses informations qu'ils avaient eu jusqu'alors sur le mouvement révolutionnaire russe, Berkman et Red Emma s'illusionnaient en croyant voir dans les bolchéviks, la pointe de diamant du prolétariat en lutte. Même les divergences existant entre les conceptions anarchistes et bolchéviques de la révolution n'étaient pas bien claires à leurs yeux. L'enthousiasme pour le mouvement révolutionnaire, ajouté à la joie d'en être des acteurs directs, obscurcit dans un premier temps leur lucidité traditionnelle, leurs capacités de jugement et de critique. Ce fut une grande méprise. Goldman raconte elle-même, dans son autobiographie, avec son habituelle honnêteté; l'accueil froid qui fut réservé par les participants à un Congrès (déjà clandestin, peu de semaines après la Révolution d'Octobre) des anarchistes de Pétrograd, à certaines de ses affirmations qui appelaient à la collaboration avec les bolchéviks. A l'accueil froid de ces camarades faisait écho le discours d'un vieil anarchiste qui chercha à lui expliquer la véritable situation de la Russie révolutionnaire en lui parlant des persécutions que Lénine et ses laquais déployaient contre les anarchistes et les socialistes-révolutionnaires. Goldman restait sceptique et mettait encore en doute tout ce que lui rapportaient les camarades. «*Tu ne nous crois pas* - s'écriait

1936: Emma Goldman avec des camarades espagnols.



l'un d'entre eux —. *Attends, attends d'avoir vu les choses par tes propres yeux. Alors tu penseras d'une façon complètement différente.* Prophétie qui ne tarda pas à devenir réalité.

**L'ESPOIR PERSISTE,
IL FAUT LUTTER**

Emma Goldman rencontra le plus de monde possible; elle parla avec J. Reed, Maxime Gorki, Angelica Balabanoff, Alexandra Kollontai, Anatol Lunacharsky, et beaucoup d'autres: travailleurs anarchistes, bolchéviks, femmes, étudiants, etc. Pour elle et pour Berkman, leur rencontre avec Lénine fut d'une grande importance au moment où, par-delà une cordialité formelle, leur estime pour les bolchéviks commençait à vaciller. Lénine eut l'audace de «jouer à l'imbécile» lorsque Berkman lui demanda pourquoi tant d'anarchistes étaient en prison. *«Nous n'avons en prison que des bandits et des makhnovistes; pas de véritables anarchistes»* lui répondit Lénine.

Bien plus significatif, émouvant et profondément révélateur fut, pour Red Emma, la discussion qu'elle eut avec le déjà vieux et malade Pierre Kropotkine, qui vivait isolé, plongé dans la rédaction de *l'Éthique*. Le vieux révolutionnaire lui confirma tout ce que lui avaient déjà dit de nombreux autres anarchistes. Certes, la révolution n'était pas encore vaincue, l'espoir persistait, il fallait lutter. Pas seulement contre les ennemis extérieurs, mais aussi contre l'étouffement que, de l'intérieur, les bolchéviks étaient en train de mener à bien en contradiction avec leurs propres mots d'ordre des premières heures.

Les longs mois restés en Russie furent de plus en plus attristants pour Berkman et sa compagne. Militarisation du travail, arrestation des anarchistes, démantèlement de toute opposition, autoritarisme et dictature bureaucratique: la terrible réalité russe n'avait désormais plus rien à cacher aux yeux de ceux qui, en peu de temps, avaient vu s'éteindre l'enthousiasme le plus pur, l'espérance la plus belle. Après le massacre de Kronstadt (des centaines de prolétaires massacrés par l'Armée Rouge de Trotsky) les deux anarchistes décidèrent de quitter la Russie et de poursuivre ailleurs, dans de meilleures conditions, leur lutte.

Dès lors, l'activité de Goldman reprend au milieu de beaucoup de difficultés: tracasseries, arresta-

tions, expulsions. Elle va à Stockholm, à Monaco, en Bavière, dans de nombreuses villes, puis se fixe pour quelques temps à Londres. Elle fait des conférences, relate sa triste expérience russe, crée des groupes de réflexion et de recherche. Elle s'établit définitivement au Canada, où elle meurt en 1940 suite à un malaise survenu au cours d'une de ces conférences. Auparavant, en 1936 à Nice, Alexander Berkman dont elle s'était séparée, s'était suicidé. En mettant un point final à cette brève biographie (l'autobiographie de Goldman, qui compte presque 1000 pages, est elle-même à peine suffisante pour donner une idée exacte de son intense activité) il me semble juste et symbolique d'évoquer Emma Goldman lors de sa dernière visite en Europe. Elle se rendit à Barcelone, la «capitale» de l'anarchisme catalan et ibérique, à l'occasion du rassemblement international anarchiste de solidarité avec la révolution espagnole en cours. Aux côtés des révolutionnaires et des travailleurs accourus de toutes parts, elle était encore une fois présente. Red Emma n'avait pas changé, elle, qui un demi-siècle auparavant avait pleuré la mort des «martyrs de Chicago» et s'était promise de poursuivre leur lutte. ●

Camillo LEVI.



**BIBLIOGRAPHIE
D'EMMA GOLDMAN**

- «La tragédie de l'émancipation féminine». (Syros, 1978).
- «L'individu, la société et l'État». (Le Réfractaire, 1979).
- «Épopée d'une anarchiste». (Hachette, 1979).

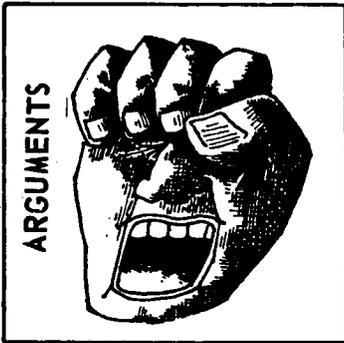
**FEMINISTE
AVANT LA LETTRE**

Emma Goldman qui a tenu des centaines de conférences et qui a écrit beaucoup de pages, a agité, tout au long de sa longue vie de militante anarchiste, la «question féminine». Sa lutte contre la morale autoritaire, la religion, l'ignorance, reste encore aujourd'hui exemplaire par la cohérence qu'elle a toujours maintenue avec sa propre vie et par la lucidité intellectuelle avec laquelle elle l'a conduite.

«L'histoire, écrivait Emma la Rouge, nous a enseigné que toutes les classes opprimées n'ont obtenu leur libération des exploités qu'en comptant sur leur propre force. Il est donc nécessaire que la femme apprenne cette leçon, en comprenant que sa liberté ne se réalisera que dans la mesure où elle aura la force de la mettre en œuvre. C'est pourquoi il est beaucoup plus important pour elle de commencer par sa propre libération, en en finissant une fois pour toutes avec le fardeau des préjugés, traditions et habitudes. La revendication des droits égaux pour tous et en tous lieux est incontestablement juste: mais, tout compte fait, le droit le plus important est celui d'aimer et d'être aimée.»

«Si d'une émancipation partielle on passait à une émancipation totale de la femme, il faudrait en finir avec la conception ridicule qui veut que, pour être aimée, la femme doive être douce, agréable, maternelle et en plus esclave et dépendante. Il faudrait en finir avec l'absurde conception du dualisme des sexes, selon laquelle l'homme et la femme représentent deux mondes antagoniques.»

Le problème de la maternité libre et responsable, la diffusion des pratiques contraceptives, la polémique constante contre les moralistes et les cléricaux: on retrouve tout cela dans la propagande d'Emma Goldman. Sans doute à cause de l'efficacité de la formule, il y a une phrase qui, mieux que toutes, résume ses idées et son engagement révolutionnaire: *«Il faut en finir avec l'idée que la femme doit toujours avoir les jambes écartées et la bouche close.»* ●



NOUS NE CHANTERONS PAS AVEC DES MUSELIERES



Les Ateliers du Zoning

Les «Ateliers du Zoning» ont été créés en 1977 à l'initiative de la «Commission Culture» de l'organisation «Pour le Socialisme». C'est un groupe musical d'intervention qui compose des chansons sur des sujets d'actualité, et qui les interprète dans les manifestations de rue, dans les usines en grève, dans les maisons de jeunes, dans les fêtes de gauche.

Depuis décembre 1980, les «Ateliers du Zoning» fonctionnent comme un collectif politiquement et culturellement indépendant.

La «Ballade d'Hoboken»

En 1978, Les «Ateliers du Zoning» ont écrit une chanson intitulée «La Ballade d'Hoboken». Elle raconte, à partir de faits rigoureusement authentiques et largement diffusés dans la presse, comment l'usine «Métallurgie-Hoboken» a empoisonné la région par le plomb. Cette chanson a été interprétée des dizaines de fois en public. Elle est passée une seule fois à la RTBF dans le cadre de l'émission «La Marque à Suivre».

La «Métallurgie Hoboken», première entreprise belge du secteur métal, veut faire interdire une chanson du groupe musical «Les Ateliers du Zoning»

Y a-t-il un inspecteur dans la salle?

Suite à cette diffusion sur les ondes nationales, la «Métallurgie-Hoboken» a une première fois porté plainte au «pénal». Le Parquet a classé l'affaire sans suite.

Après quoi, la «Métallurgie» a décidé de déposer une plainte en diffamation au «civil». Elle réclame aujourd'hui 100.000 Frs (vous avez bien lu, 100.000 Fr !) de «dommages et intérêts» à un membre des «Ateliers du Zoning», et aux deux journalistes de la RTBF, responsables de l'émission.

Le procès est en cours.

Précisons d'emblée qu'il s'agit là d'une pratique d'intimidation que la «Métallurgie» semble particulièrement apprécier. Elle réclame par exemple 100.000 Fr de «dommages et intérêts» au «PTB» parce qu'il aurait, dans un tract, traité le médecin de l'usine de «vétérinaire»...

Une «première en Belgique»

De l'avis de Mr Wangermée, directeur-général de la RTBF, c'est la première fois en Belgique qu'une entreprise dépose une telle plainte en diffamation contre une chanson.

Nous n'acceptons pas de chanter avec des muselières, nous n'acceptons pas de vivre en laisse, nous n'acceptons pas que nos chansons soient emmenées à la fourrière.

Voici ce que raconte cette chanson.

La Ballade d'Hoboken

Dans la banlieue d'Anvers près du chantier naval
Un enfant m'a montré à côté du canal
Des cages sans oiseaux et des fleurs sans pétales
Voici l'histoire vraie de ce fait peu banal

Sous un ciel gris de plomb les enfants couraient
Oh! l'air était si lourd le vent soufflait si frais
C'est un étrange orage qui se préparait
Dans le ciel au-dessus de Métallurgie-Hoboken

La Métallurgie produit des métaux sans fer
2000 travailleurs y gagnent leur salaire
Mais sur ses capitaux règne majoritaire
L'or de la Générale et de l'Union minière

A plus d'un kilomètre tombe sur les jardins
La poussière du zinc, du cuivre, de l'étain
A plus d'un kilomètre tombe sur les maisons
La poussière du plomb de Métallurgie-Hoboken

Avril '73 on découvre dans un champ
Huit vaches et deux chevaux morts d'empoisonnement
On trouve assez de plomb incrusté dans leurs dents
Pour remplir les crayons de tout un parlement

Sous un soleil de plomb les enfants couraient
Le ciel était si chaud le sol était si près
Est-ce bien la chaleur qui les fait transpirer
La nuit dans le quartier de Métallurgie-Hoboken

Après ces incidents un comité d'habitants
D'Hoboken: ouvriers, employés, paysans
Découvrent en colère que depuis plus de 20 ans
L'usine crache dans les airs 200 tonnes de plomb par an

Croyez-vous après ça qu'on va filtrer les tuyaux
Monter la cheminée, c'est déjà bien trop beau
25 mètres de briques pour polluer d'un peu plus haut
Voilà le seul cadeau de Métallurgie-Hoboken

Voilà le seul cadeau d'un patron capital
Le premier patron belge du secteur métal
Quand on a tant de fric, après tout c'est normal
Qu'on puisse assassiner pour motif commercial

Du plomb dans le sang plus de cent enfants
Couchés à l'hôpital sont touchés par le mal
Mais les juges d'Antwerpen trouvant ça normal
Acquittent au tribunal la Métallurgie-Hoboken

D'un sommeil de plomb, dormez les enfants
Voussemblez si petits, lorsque vous serez grands
Nous serons des milliers pour faire sauter les plombs
Des barreaux des Barons de Métallurgie-Hoboken

Les «Ateliers du Zoning»
ont enregistré un disque 45
T qui reprend notamment
«La Ballade d'Hoboken».
Vous pouvez le commander pour 100 Fr à l'adresse
de contact des «Ateliers du
Zoning», 14 rue de la Tulipe
à 1050 Bruxelles.

Des faits

Du plomb à la tonne...

La «Métallurgie-Hoboken»,
d'après ses propres chiffres,
reconnait que sa seule chemi-
née principale a rejeté dans les
airs 158.775 kilos de plomb par
an de 1958 à 1971. Ce chiffre
est tombé à 26.000/30.000 ki-
los de plomb par an de 1974 à
1977.

...et au milligramme

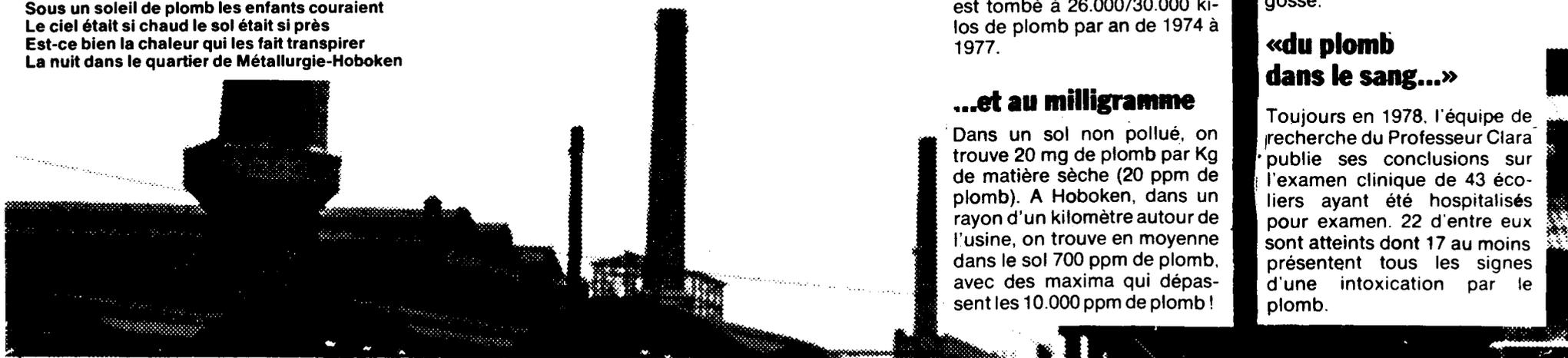
Dans un sol non pollué, on
trouve 20 mg de plomb par Kg
de matière sèche (20 ppm de
plomb). A Hoboken, dans un
rayon d'un kilomètre autour de
l'usine, on trouve en moyenne
dans le sol 700 ppm de plomb,
avec des maxima qui dépassent
les 10.000 ppm de plomb!

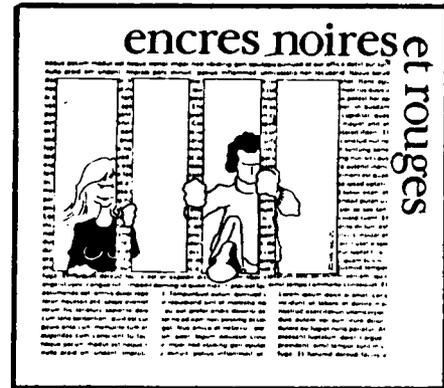
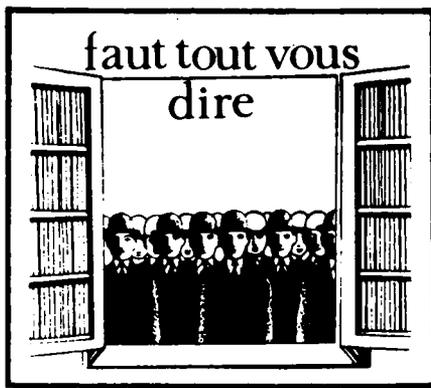
jusque dans les écoles

Le 19 septembre 1978, un Rap-
port du Ministère de l'Environ-
nement et de la Santé Publi-
que relève, dans les aires de
jeux de deux écoles primaires
à Hoboken, des concentra-
tions en plomb qui vont de
1.100 à 11.400 ppm de plomb.
Avaler 0,15 grammes de cette
poussière peut provoquer une
intoxication aigüe chez un
gosse.

«du plomb dans le sang...»

Toujours en 1978, l'équipe de
recherche du Professeur Clara
publie ses conclusions sur
l'examen clinique de 43 éco-
liers ayant été hospitalisés
pour examen. 22 d'entre eux
sont atteints dont 17 au moins
présentent tous les signes
d'une intoxication par le
plomb.





L'ANARCHISME AUX USA

● Ronald Creagh va faire paraître, courant octobre, son livre intitulé: «Histoire de l'anarchisme aux Etats-Unis d'Amérique - les origines (1826-1886)». Les Editions «La Pensée Sauvage» (Grenoble) ont lancé une souscription. Elle vous permettra, contre 60 Frs, de recevoir cet ouvrage dès parution. Mais dépêchez-vous car, dès sa mise en vente en librairie, la souscription sera clôturée et le livre coûtera dans les 92 Frs.

Tout versement doit être libellé à l'ordre des Editions «La Pensée Sauvage» - Grenoble - et pour toute correspondance écrire à: «La Pensée Sauvage» B.P. 141 38002 - Grenoble - cédex.

«COURANT ALTERNATIF» MENSUEL ET IMPRIME

● En raison des dettes de «feu Front Libertaire» le nouvel organe de l'OCL a dû sortir dans un premier temps sous une forme médiocre: stencils électroniques.

A la suite de l'accord de son dernier congrès, l'O.C.L. lance donc, dès le mois d'octobre, la nouvelle formule: mensuel et imprimé en offset.

«Courant Alternatif» ne sera pas diffusé par les NMPP: le meilleur moyen de se le procurer est donc l'abonnement: 10 numéros pour 60 Frs.

Libeller les chèques à l'ordre de Christian Ecale et écrire à:

EGREGORE
B.P. 1213
51058 - Reims - cédex.

«VOLONTÉ ANARCHISTE»

● Le groupe de Fresnes-Antony de la Fédération Anarchiste vient d'éditer, coup sur coup, deux textes dont l'un est rédigé par des militantes «L'Emancipation Féminine» et l'autre par Charles Langand et traite du sujet non moins actuel de «La Famille».

Les n° 13 et 14 coûtent, chacun, 10 Frs.

On peut s'abonner et faire comprendre dans son abonnement des numéros déjà parus.

Abonnement: 8 n° - 80 Frs (de soutien: 120 Frs).

Les versements sont à adresser au nom de A.S.H. ccp n° 21-600-42 C Paris et à envoyer à:

«Volonté Anarchiste»
34, rue de Fresnes
92160 Antony.

«EL COMPITA»

● C'est le titre d'un nouveau journal, «diffuseur des idées anarchistes» au Mexique, dont le n°1 est paru, après quelques obstacles administratifs, en juillet dernier.

Au sommaire de ce premier numéro, entre autres: Irlande, Kronstadt 1921, Bulgarie 1969-1979, Uruguay, Ebauche du mouvement anarchiste en France, et des brèves sur la situation mexicaine.

Le n°2 de ce bimestriel ne devrait pas tarder à voir le jour.

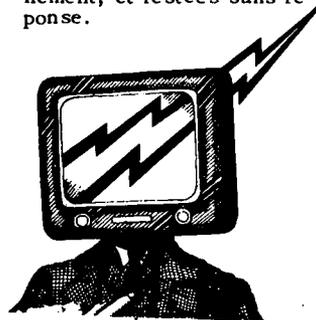
Pour toute correspondance: Omar Cortés
Apartado postal 12-818
Mexico 12-D.F.

UNE RADIO LIBRE DE LA F.A.

● La Fédération Anarchiste Française vous informe de la mise en place de son émetteur radio sur modulation de fréquence.

Cette station regroupe sur Paris les quatre anciennes équipes des radios pirates anarchistes de Paris, Banlieue et Province saisies et condamnées depuis 1979.

Le gérant légal est une association (loi 1901) pour la radiotélédiffusion des philosophies rationalistes ayant effectué les démarches relatives au décret 78-379, ayant renouvelé auprès du nouveau gouvernement, et restées sans réponse.



■ Fréquence choisie: 95,40 MHz (canal UER 28).

□ Puissance rayonnée et mode: 1.000 watts mono normes CCIR.

□ Emissions tous les jours jusqu'au 31 octobre de 12h à 14h et de 19h à 21h (musique enregistrée de 14h à 19h, porteuse de 21h à 12h).

□ A partir du 1^{er} novembre: tous les jours de 12h à 21h (porteuse de 21h à 12h).

□ Grille journalière: Revue de presse, revues de pres-

se en langues étrangères, reportages en direct et en différé, pages culturelles, formation anarchiste et connaissance de l'anarchisme, courrier des auditeurs et réponse aux appels téléphonés.

Station-radio refusant toute forme de publicité commerciale. Financement militant et souscription d'auditeurs. Non adhérente à l'une des trois associations de radios libres.

□ Début des émissions: le 1^{er} septembre 1981.

POUR UNE INTERNATIONALE COMMUNISTE-LIBERTAIRE

● Le P.A.I. (Parti Anarchiste Italien et l'U.T.C.L. (Union des Travailleurs Communistes Libertaires - France -) réunis les 8 et 9 août 1981 ont procédé à un échange de vues sur les situations politique et économique des pays respectifs.

Une large identité de vues s'est fait jour sur l'analyse et les tâches politiques des communistes libertaires dans la période.

La volonté commune d'engager un processus de construction d'un pôle communiste libertaire européen ancré dans la réalité sociale, dont une étape importante sera la tenue d'une conférence européenne, premier pas de la structuration de notre courant au niveau international.

Nos organisations ont décidé d'établir des contacts permanents de débats et de pratiques entre elles.

U.T.C.L. - P.A.I.



« Libérez! Manifestez! Lisez! Rejoignez!... »
 Nous vivions une politique impérative, une politique de l'ordre. Ses messages commandaient l'action, pas l'inquiétude. Chaque état-major avait les siens et, œuvre collective, ils étaient chargés de désigner à l'isolé la route à suivre. Ce déséquilibre constant entre l'écriture du groupe (monstre froid, sûr de lui) et la solitude vivante du lecteur, chavirait l'esprit. A tout prendre, la ville était quadrillée par des sociétés anonymes et chacune jouait son rôle sur le territoire qui lui était implicitement attribué: les panneaux de circulation pour savoir comment aller, la publicité pour me dire où j'en suis de ma marge, les slogans politiques pour désigner mon but. Pas d'intrusion dans l'espace des autres, pas de télescopage, pas de débordement, chacun son scénario. Et nous, seuls dans la ville...

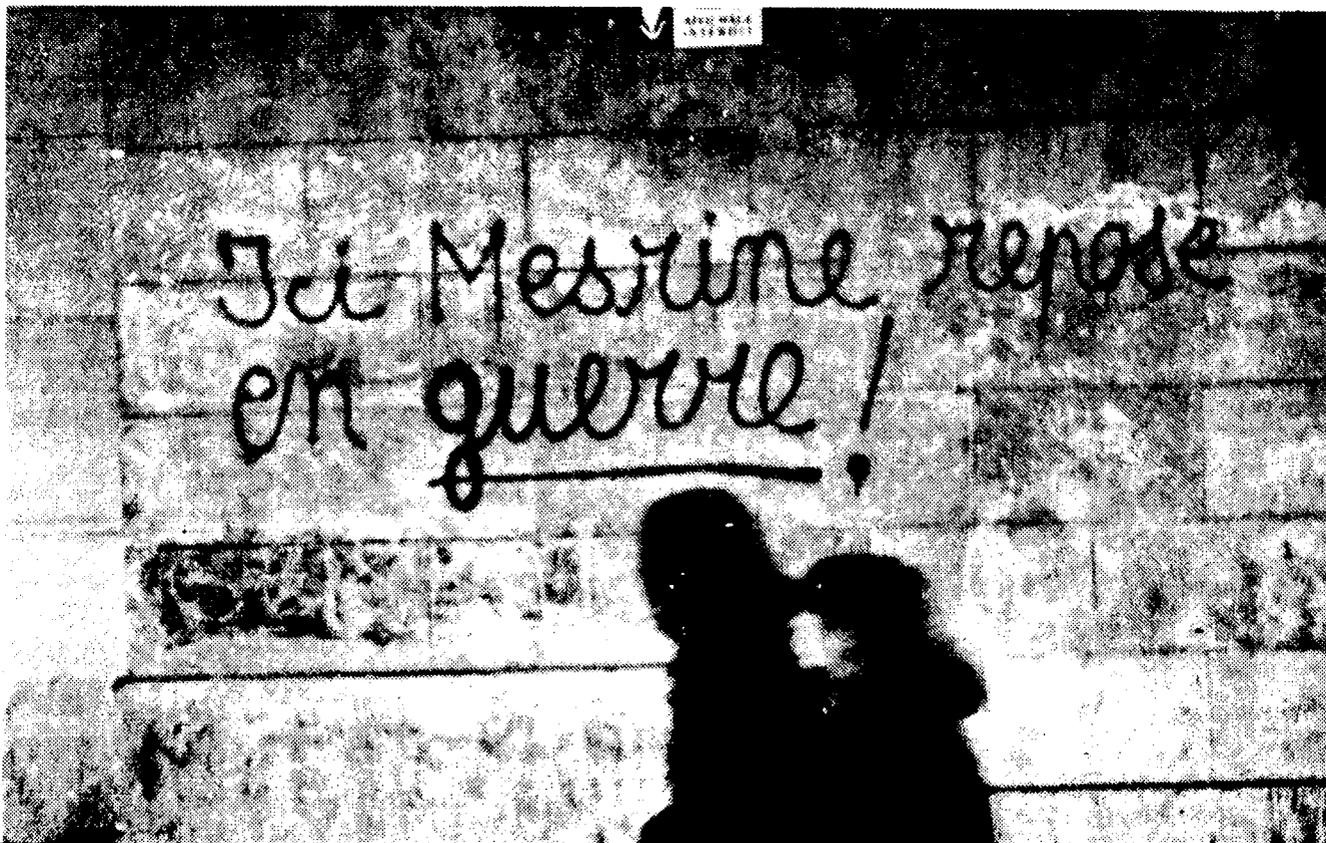
Qu'est-ce qui bascule? 1968 ou 1984? Les paroles des murs se font une beauté. Quelqu'un parle et ce qu'il dit s'adresse à moi, pas à un autre (« tu mérites mieux, une grenade n'apaisera pas ta soif ») ou s'adresse à un autre et pas à moi (« Eve, réveille-toi, le printemps est là »). La langue de bois militante a pourri dans sa bouche; les mots se font saltimbanques, ils prennent des couleurs (« Légalisez la liberté! »). Ils sont déjà d'un autre monde où la maladie de la parole constitue sa propre guérison. Humour et passion, tristesse et poésie, dérision et révolte, les paroles des murs sont garde-fous contre toute confiscation de la vie; ils exorcisent son absence.

C'est dimanche et la ville sommeille. Nous tournons à la recherche de ces mots qui ouvrent des espaces. Nous savons en trouver dans tel quartier et pas dans tel autre, rien qu'à l'aspect des rues et des immeubles. Parce que c'est au pied même de sa maison que l'on s'écrie. Pourquoi aller plus loin? C'est dimanche et nous rions, nous applaudissons, nous sommes émus par cette poignée d'écritures qui ne cessent de nous nommer. Des camarades inconnus, pour aujourd'hui et demain, ont fleuri nos murs. Il nous suffit de les savoir vivants quelque part dans la ville. Le temps des détournements s'achève. Que celui des subversions prenne sa place. ●

T. A.

La liberté est le crime qui contient tous les crimes. C'est notre arme absolue!

LA VILLE TE PARLE



- Cerise, ton printemps reviendra toujours.
- Seuls les meilleurs restent. Vous y resterez tous!
- Le temps payé ne revient plus.
 - Boum! Boum? Non, merci.
 - Brixton à ciel ouvert. Toulouse à pas feutrés. Ça vient!
- La grossesse à 6 mois (PCF).
- Qui va surgir à l'angle de la rue?
 - Mettez fin au chômage. Commencez la guerre!
- Jamais vieillir, petite sœur.
 - Travail, Famine, Pastis.
 - Tout le sang des patrons staliniens ne saurait laver une tache de cambouis.

to do is to be -
 descartes
 to be is to do -
 sartre
 oo be do be do -
 sinakra

- C'est si bon que ça devrait être illégal.
- Sectionnons le nerf des choses.
- Renversez les évidences! (surtout la social-démocratie).
- Auto-défonce ouvrière.

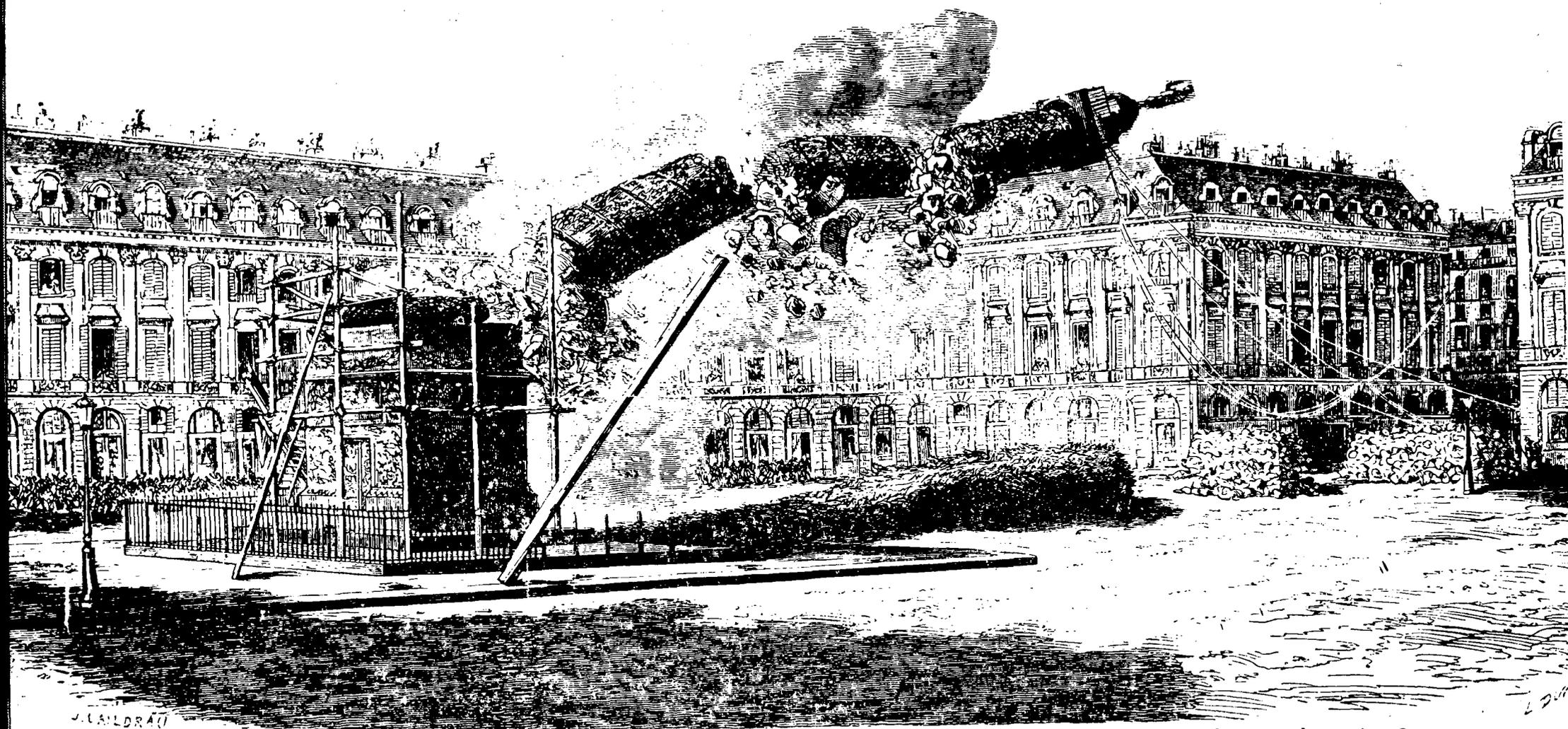
ET SI J'ALLAIS PAS AU TRAVAIL?

- Ne vous inquiétez pas, tout sera terminé en octobre.
- Je suis mort radio-actif l'an prochain.
- Flip, flop, flic. C'était en 78. La pluie tombait sur nos rêves bitumés.
- J'irai cracher sur vos nonnes.
 - Le cancer à 60 ans (PCF).
 - L'argent devra s'oublier.
- 4 milliards de spermatozoïdes prêts pour la 3^e guerre mondiale.
 - Mordre, tordre, l'ordre.
 - La Ligue à tort.
- Le nucléaire nouveau est arrivé.
 - J'étais sceptique. Maintenant je n'en suis plus aussi sûr.
 - T'es mon Kouglouf préféré.
- Pas d'atomes crochus avec le PS Le 18, tous à Golfech.
 - Viril, c'est pas bandant.
- J'aime une folle./Moi aussi./ Et c'est la même.
 - La révolution, c'est où?
 - Orgasmez par vous-même.
- Merci pour les bombes, Gérard.

- Le pouvoir change de révolte.
- Tout le travail aux travailleurs.

- Slogan fin et racé: 10 Frs. Le même en couleur: 15 Frs.
- J'ai buté John Travolta.





La commune de Paris, considérant que la colonne impériale de la place Vendôme est un monument de

barbarie, un symbole de force brute et de fausse gloire, une affirmation de militarisme, une négation du droit internatio-

nal, une insulte permanente des vainqueurs aux vaincus, un attentat perpétuel à l'un des grands principes de la République

française, la fraternité, décrète : Article unique - La colonne de la place Vendôme sera démolie.
Le 22 avril 1871.